

Bimensuel favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

La globalité à l'étude: des alternatives éthiquement responsables à l'actuel système économique et financier mondial

par Hans Köchler*

Je diviserai mes remarques en trois sections: 1) constat de la situation actuelle 2) causes 3) alternatives à l'ordre mondial existant – et comment celles-ci peuvent être conformes aux principes éthiques.

Commençons par le constat de la situation actuelle.

Le terme «globalité» (globality) a été lancé dans le monde entier lors des débats en langue anglaise dans le contexte des discussions de Davos à la fin du dernier millénaire. («Responsible Globality» était le thème général du Forum économique mondial de 1999). Ce qui est proposé, c'est un état d'unité mondiale déterminant la vie quotidienne de chaque être humain et résultant d'une interdépendance économique de plus en plus complexe par-delà toutes les frontières nationales. Cette vision d'un monde unifié de la globalité est surtout propagée par les prétendus précurseurs du monde soumis à l'influence occidentale tels *Thomas L. Friedman* (avec son best-seller «The World is Flat») et *Kishore Mahbubani* (avec son livre «The Great Convergence – Asia, the West and the Logic of One World», également établi comme best-seller). Mais en fait, le terme «globalité» décrit les conséquences du désir débridé de profit de l'homme à l'aide de la technologie, accompagné d'une sorte d'illusion de la toute-puissance, nourrie précisément de ces possibilités techniques.

Le monde: toujours et encore un lieu de conflits

Cependant, depuis que la «globalité» a été diagnostiquée comme un état, l'histoire à plutôt évoluer dans le sens contraire. Elle n'est pas arrivée à son terme, comme le pensaient *Francis Fukuyama*, un autre «précurseur» du monde occidental, et les apologistes du «Un seul monde» (One World) sous les auspices de la prétendue économie libérale de marché. A mon avis, nous sommes confrontés ici, une fois de plus, à la problématique de toutes les

visions séculaires de la fin des temps. Indépendamment du point de vue individuel, personne ne peut affirmer, ici et maintenant, en 2019, que le monde consiste en un seul grand réseau de l'interaction universelle de tous les domaines étatiques, économiques et culturels au sein duquel la «liberté», comprise selon la conception occidentale, aurait triomphé. Le monde continue d'être un lieu de conflits, d'antagonismes et de tensions économiques, sociales et culturelles, où les acteurs les plus puissants rivalisent pour la suprématie.

La paix mondiale est précaire. Le mot-clé adapté à cette situation – je suis désolé de ne pas pouvoir approfondir ce point ici – est le dit «piège de Thucydide». En outre, il faut noter que le gouffre entre les riches et les pauvres s'est creusé dans de nombreuses régions et aussi au sein des Etats du monde industrialisé au cours des dernières années et décennies. Enfin, il convient également de souligner que les flux migratoires ont énormément augmenté en raison, entre autres, des guerres d'agression, mais également en raison de l'écart de prospérité, ce qui a transformé des régions auparavant stables en des zones déséquilibrées voire en conflit.

Au lieu d'une prise de conscience mondiale, la méfiance et l'aliénation s'accroissent

Comme résultat empirique, on pourrait affirmer succinctement qu'une conscience globale ne s'est en fait développée nulle part, malgré qu'elle nous soit prescrite à tous par les «globalistes». En réalité, il y a une méfiance croissante entre les blocs et les groupes anciens ou actuels, les supposés «acteurs» sur la scène internationale. Il y a aussi une aliénation croissante au niveau des visions du monde et des civilisations, par exemple dans les relations entre le monde islamique et le monde occidental.

Recherche débridée du profit et démantèlement des barrières commerciales au niveau mondial

Cela m'amène à la deuxième partie de mes considérations, la question des causes.

L'événement décisif ayant conduit à la situation décrite ici de manière très succincte est probablement le déchaînement de la recherche du profit au niveau mondial après la suppression des barrières existantes encore à l'époque de la bipolarité – c'est-à-dire lors de la division est-ouest. C'était la «victoire» du système économique «libéral» proclamée par le monde occidental – même si l'on peut actuellement constater que cette proclamation était prématurée. Cette soi-disante victoire d'un modèle économique très spécifique a déclenché les problèmes auxquels nous sommes actuellement confrontés. Cette évolution doit également être considérée en relation étroite avec les luttes militaires pour le pouvoir des dernières années et décennies.

En outre, nous devons également faire référence au démantèlement mondial des barrières commerciales dans le cadre de l'*Organisation mondiale du commerce* (OMC), ce qui a également signifié que – du point de vue du monde occidental – les anciens opposants ont été progressivement intégrés au système.

Il faut également y ajouter l'influence de la prétention globale (et idéologique) au pouvoir du modèle économique libéral. Cela devient particulièrement clair en lisant attentivement le best-seller de Mahbubani de 2013. L'idéologie du libéralisme économique n'est finalement pas remise en question. Le fait est cependant que le libre jeu des forces, tel qu'il est propagé sous le titre de la globalité, signifie *anarchie* non seulement au niveau régional, mais aussi et surtout au niveau mondial. Nous le constatons à nouveau actuellement, à la suite de conflits commerciaux – voire guerres commerciales – éclatant ou réapparaissant dans diverses régions de notre planète.

Opposition à la revendication du pouvoir universel

Mais en même temps, selon la *loi Actio et Reactio*, on peut affirmer que, suite à ce développement, les tendances opposées à la revendication du pouvoir universel du modèle se proclamant vainqueur se sont constamment renforcées. Il existe de nouveaux regroupe-

ments ou formes de coopération régionaux et mondiaux pouvant être interprétés comme une réaction à ces évolutions, à l'instar des BRICS (en tant que cadre de coopération entre le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud), de l'*Organisation de coopération de Shanghai* (OCS) ou, plus récemment, de l'*Union eurasiennne*.

Les conflits d'intérêts et les formations de blocs auxquels je fais référence ici ne sont plus principalement de nature militaire, mais plutôt de nature économique et civilisationnelle. Ils sont également des facteurs supplémentaires cruciaux d'instabilité systémique et d'imprévisibilité des développements géopolitiques.

Il convient également de noter que, dans le sens d'*Actio et Reactio*, il n'y a pas eu uniquement une mobilisation des forces sous forme d'alliances économiques. Il existe également quelque chose comme une réaction contre la primauté idéologique – la prétention universelle au pouvoir – du modèle économique néolibéral. Cela se voit surtout dans les développements en Chine et en Russie.

Une telle réaction peut également être observée au niveau socioculturel, donc au niveau sociétal. Malgré ou précisément à cause de l'Internet et du bombardement constant par des informations et de la propagande, une sorte de processus de démarcation envers le modèle économique-libéral est en cours dans divers domaines et de nombreuses régions du monde. Dans des cercles culturels et des régions très différents, on peut observer de plus en plus souvent une *affirmation renforcée de l'identité* par l'accentuation de sa propre tradition, donc le retour explicite à cette tradition. Cela est particulièrement vrai pour les développements dans le monde islamique, mais également dans d'autres grandes régions culturelles hors d'Europe, comme l'Inde.

«Retour à ses propres valeurs»

Il y a déjà plusieurs décennies, dans le cadre de débats sur la coopération internationale,

Suite page 2

Nouvelle parution aux Editions Zeit-Fragen

«Conférences suisses – textes sur le droit international et l'ordre mondial»



Hans Köchler (*1948) a été directeur de l'Institut de philosophie de l'Université d'Innsbruck de 1990 à 2008. Il est fondateur et président (depuis 1972) de l'International Progress Organization (Vienne).

Depuis lors, il a participé à de nombreuses publications, voyages, conférences et aussi par le biais de sa participation à diverses organisations internationales pour le dialogue des cultures et a travaillé dans divers comités et organes d'experts traitant de la démocratie internationale, des droits de l'homme et du développement. Hans Köchler est membre du Conseil universitaire de l'Université des Sciences numériques de Berlin. Depuis 2018, il enseigne au Center for Cultural Diplomacy Studies à Berlin. Hans Köchler vit à Vienne.

Le livre «Schweizer Vorträge – Texte zu Völkerrecht und Weltordnung» contient une collection d'articles publiés par Hans Köchler dans les années 2011 à 2018 dans le journal suisse *Zeit-Fragen*. Les articles contiennent principalement des conférences qu'il a données en Suisse aux lecteurs du journal. En outre, ce sont des analyses et des interviews exprimant des positions fondamentales sur l'actualité.

Les textes de Hans Köchler combinent des analyses et des réflexions juridico-philosophiques fondamentales avec des questions d'actualité du droit international et de l'ordre mondial. Voici ce qu'il dit dans un de ses textes:

«Mon point de vue philosophico-herméneutique est que je ne peux me comprendre pleinement que si je suis capable d'établir un rapport avec d'autres identités. C'est tout aussi vrai pour l'individu que pour le collectif. [...] Si l'on se rend compte

que la connaissance des autres cultures est une condition pour se connaître soi-même, alors on a une tout autre base pour ce que l'on appelle la coexistence pacifique, c'est-à-dire un vivre ensemble pacifique entre cultures et pays.»

«Puisse la lecture inspirer, approfondir et féconder la pensée du respect mutuel des cultures et des peuples, la conscience de la productivité des échanges et de la diversité au lieu de la politique violente de la force et la «nécessité de l'entente au-delà des frontières idéologiques»».

(Extrait de avant-propos de l'éditeur)

Pour commander le livre, prière de vous adresser à:

Zeit-Fragen, Redaktion und Verlag,
Postfach, CH-8044 Zurich.

Courriel: redaktion@zeit-fragen.ch,
abo@zeit-fragen.ch; www.zeit-fragen.ch
CHF 30.– / EUR 25.– (frais d'envoi en sus)



relié, 169 pages
ISBN 978-3-909234-23-3

«La globalité à l'étude: des ...»
suite de la page 1

J'ai parlé de la *dialectique de l'identité* à l'ère de la civilisation technique et j'ai fait des propositions pour un système de coexistence pacifique. Dans ce contexte, il y a aussi une résistance croissante envers les élites mondiales autoproclamées dans les domaines notamment des valeurs et du politiquement correct. Le «retour à ses propres valeurs», comme on pourrait aussi appeler ce processus, c'est-à-dire à la tradition, n'aurait pas eu lieu si la pression globaliste et le paternalisme n'étaient pas devenus aussi importants.

La croyance irrationnelle dans le pouvoir d'autorégulation des marchés au niveau mondial ne peut tout simplement pas être maintenue. L'expression si souvent utilisée des prétendues «situations gagnant-gagnant» est, me semble-t-il, trompeuse dans le domaine de la concurrence économique mondiale. Dans de très nombreuses constellations, le profit *d'un part* signifie une perte *de l'autre part*. Un exemple est la situation des travailleurs manuels dans les pays industriels traditionnels, dont l'Allemagne et l'Autriche. Cette problématique a déjà été soulevée par le journaliste autrichien *Hans-Peter Martin*, il y a deux décennies, dans son best-seller «Le piège de la mondialisation. L'agression contre la démocratie et la prospérité», lorsqu'on commençait à parler de la mondialisation. La promesse, selon laquelle il suffit de se soumettre au changement tant vanté de la mondialisation pour que tout le monde finisse par y gagner, est superficielle. Elle fait appel à une attente naïve du salut, selon laquelle, si toutes les frontières et toutes les restrictions aux interactions économiques et sociales sont éliminées, c'est-à-dire s'il n'existe plus qu'un seul grand cadre mondial uniforme, tous les problèmes seront résolus.

Sécuriser la revendication du pouvoir par une politique de sanctions

Il me semble que les conflits éclatent maintenant aussi ouvertement parce que l'instrument des sanctions unilatérales est de plus en plus utilisé pour provoquer des guerres économiques d'une ampleur alarmante. Cela est particulièrement visible dans les développements entre la République populaire de Chine et les Etats-Unis. La politique de sanctions se recoupe avec la recherche de la suprématie politique et militaire – et contredit d'ailleurs l'idéologie quasi officielle de la globalisation dans de nombreux pays. Cette doctrine signifierait – en accord avec le credo de l'OMC – la primauté du libre-échange mondial. Dans la pratique, cependant, la politique de sanctions sert avant tout l'*unique* objectif du globalisme, à savoir le maintien du pouvoir du bloc qui s'est déclaré, à la fin de la guerre froide, comme la soi-disant communauté internationale. Les Etats-Unis et leurs alliés tentent ainsi de garantir leur préférence au pouvoir dans le monde entier et à long terme.

Cependant, ce genre de globalité – pour le répéter – est une illusion. Il est finalement totalitaire. Il est en contradiction avec l'autodétermination des peuples, est donc également antidémocratique et – en raison de la résistance croissante des personnes concernées, qu'elle provoque dans toutes les régions – elle n'est avant tout pas durable. On pourrait aussi parler ici d'une sorte de construction conceptuelle découlant simplement de l'affirmation de soi d'un groupe d'Etats privilégiés, mais ne reflétant nullement les conditions économiques et sociales réelles sur notre planète.

Aujourd'hui, la remise en cause du modèle de pensée globaliste est souvent discréditée comme «populisme» – ou alors comme un soulèvement des perdants ou des opposants à la modernisation. En tant que personne sachant penser de façon indépendante, il ne faut pas se laisser intimider par cela. Pour moi, il n'y a jamais eu de lignes directrices quant au cadre dans lequel on a le droit de penser ou de s'exprimer.

Alternatives au globalisme fondées sur l'éthique

Cela m'amène à la troisième et dernière partie de mes considérations: quelles sont les *alternatives* au projet de globalisme, c'est-à-dire au projet d'une unité mondiale, à mon avis, mal comprise? Et sur quels principes éthiques ces alternatives doivent-elles être fondées?

Que nous en soyons toujours conscients ou non dans notre vie quotidienne, nous sommes tous membres de l'unique humanité; en ce sens, chaque individu fait partie d'un grand tout. On pourrait aussi parler ici de façon un peu hymnique – ou philosophique, dans le sens de la tradition idéaliste allemande – de l'*universalité de l'esprit*. Chaque membre de l'espèce humaine participe à cette universalité – dans chaque culture, à chaque époque, et de façon totalement indépendante des conditions économiques dans lesquelles il vit. Le fait que l'individu se considère comme cosmopolite, comme un habitant de notre terre en communauté avec tous les autres (cf. *Emmanuel Kant*) ne signifie pas pour autant qu'il doive renoncer à son identité de membre d'un peuple, d'un Etat, d'une civilisation, et se considérer uniquement comme un citoyen d'un Etat mondial finalement inexistant. Ce serait une illusion totalitaire excluant toute diversité. Dans ma lecture, le *cosmopolitisme* que j'oppose ici à l'idéologie du *globalisme*, signifie plutôt l'unité de tous les êtres humains en tant que membres de l'*humanité* (humanitas) dans la diversité des peuples et de leurs cultures, y compris leurs intérêts très spécifiques, également économiques. Cela peut également être exprimé par un slogan propagé par l'ONU (même s'il se réfère aux cultures au sens étroit): «Unity in Diversity» [Unité dans la diversité].

Les objectifs de l'alternative proposée sont donc les suivants:

1 *Préservation de la liberté*: Il ne s'agit là ni d'arbitraire, de despotisme ou d'égoïsme, mais de la possibilité pour chaque communauté – soit un peuple, soit un Etat – de développer et de façonner son identité sans paternalisme. A cet égard, il ne pourrait y avoir de directives émanant d'une autorité mondiale autoproclamée, ni de coercition exercée au travers de pressions économiques – et encore moins par des sanctions économiques. Au cours des dernières décennies, ceux qui détiennent le pouvoir ont de plus en plus tenté d'imposer à l'aide de la coercition économique leur propre conception de la liberté, qui – comme nous l'avons vu à plusieurs reprises – peut aller jusqu'à l'utilisation de la force militaire. S'il n'en tenait qu'à la volonté de ces pays, ces méthodes appartiendraient déjà au droit coutumier.

2 *Equité dans la sauvegarde des chances de vie* offertes par cette planète, suite à l'utilisation responsable des possibilités techniques: concrètement, cela implique une utilisation des ressources sur la base de la *durabilité* et de la responsabilité envers le *bien commun*, déjà évoquées au début – non seulement envers la collectivité à laquelle on appartient, mais aussi envers la communauté internationale dans son ensemble. Pour illustrer cela en termes simples, on pourrait faire référence à la problématique dite de l'Amazonie. (Je pense ici à l'impact potentiel sur l'environnement au niveau mondial de l'exploitation de la plus grande forêt tropicale humide de la planète.)

3 *Equité dans le commerce mondial*: si l'on veut atteindre ces objectifs, il est essentiel de respecter dans le commerce mondial le *principe de réciprocité* et non pas la poursuite éhontée de ses propres intérêts. L'équité signifie que l'on tient toujours compte des intérêts d'autrui lorsqu'il s'agit d'articuler *au niveau international* ses propres intérêts.

Seul si ces trois objectifs sont poursuivis de manière consistante et cohérente (donc libre de toute contradiction), il me semble possible d'imaginer la paix au niveau mondial – à savoir une paix stable plutôt qu'une situation générant des conflits de plus en plus brutaux pour l'accaparement des ressources de plus en plus rares. C'est là aussi que se trouve le grand dilemme d'une politique environnementale globale.

Atteindre les objectifs de manière éthiquement responsable

Les principes nécessaires à la réalisation de ces objectifs – et cela m'amène à la fin de mes propos –, c'est-à-dire les principes selon lesquels on peut réaliser ces objectifs de manière éthiquement responsable, sont en réalité déjà tous précisés dans les statuts des organisations mondiales existantes. Je pense notamment aux Nations Unies et à leurs organisations subordonnées. La Charte des

Nations Unies – la Constitution de l'Organisation mondiale – contient, entre autres, les principes de non-ingérence, de non-violence, mais également le principe de réciprocité, implicite dans le concept de la «sovereign equality» (égalité souveraine) de tous les Etats. Il s'agit là également de principes qui – bien que souvent ignorés quand il en va de la politique de pouvoir – sont inscrits dans le statut de l'Organisation mondiale du commerce. J'entends par là surtout le principe de *non-discrimination* dans les relations commerciales internationales.

La philosophie d'une telle version alternative d'un ordre mondial non globaliste est magnifiquement exprimée, de manière presque poétique, dans le préambule de la Charte des Nations Unies. Ce qui manque – comme presque toujours et comme partout – est la mise en application. Suite au développement des possibilités techniques – quand soudain le monde entier (ou, comme on aime à le dire aujourd'hui dans l'esprit de *McLuhlan*, le «village planétaire» [Global Village]) est transformé en marché ouvert 24 heures sur 24 – s'est créée une dynamique d'activité économique nécessitant une régulation dans le sens des objectifs précédemment mentionnés. Il ne s'agit pas d'un appel à une intervention dictatoriale, mais d'un rappel des responsabilités imparties à chaque acteur économique international envers le grand ensemble. Il ne s'agit donc pas, si l'on veut utiliser la terminologie anglaise, de «*government*» – d'un gouvernement mondial interférant dans les affaires de l'Etat souverain –, mais de principes – au sens de la «*governance*», une coordination entre égaux – devant être exigés de tous les acteurs.

L'égalité des chances économiques contre la globalisation débridée

Pour ne pas rester dans l'abstraction: concernant la justice, il s'agit ici notamment de l'égalité des chances économiques et plus précisément – dans la dite économie de marché libre – d'éviter les distorsions de concurrence, également et surtout au niveau international. Pour illustrer ce point, on pourrait signaler un dilemme particulier de la globalisation débridée: il existe une multitude d'Etats souverains dont les systèmes sociaux, économiques et juridiques sont très différents. Certains pays d'Europe s'orientent vers le système de l'«économie sociale de marché» – en Autriche, nous parlons aussi de «partenariat social». Dans d'autres pays, les droits sociaux des travailleurs et des employés sont souvent définis de manière très différente. Dans de nombreux pays, les normes sociales sont très inférieures à celles, par exemple, de l'Autriche ou de l'Allemagne.

Quel est donc le problème concernant les distorsions de la concurrence? Si l'on supprime soudainement toutes les barrières, donc toutes les limites à l'activité économique, cela revient dans une telle économie de marché libre à une sorte de concurrence déloyale et prédatrice. On transfère les sites de production – en raison de l'obligation de réaliser des bénéfices – là où cela revient moins cher, grâce à des normes moins strictes. Cela entraîne des conséquences négatives à deux égards: premièrement, le chômage ou le dumping salarial dans les pays dits industrialisés, avec pour conséquence une baisse du niveau de vie. Cette évolution est manifeste depuis belle lurette.

Pas de démantèlement des barrières commerciales sans harmonisation des normes sociales

Deuxièmement, il convient de souligner que, même si la délocalisation de la production peut créer des possibilités de revenus supplémentaires dans les pays plus pauvres, ces pays se verront également contraints d'accepter des conditions de travail abusives, comme cela a été démontré par exemple en Asie du Sud-Est. Selon l'argumentation en vigueur, il faut pourtant accepter cela pour empêcher la migration de ce cirque vers des lieux, où le même travail «coûte encore moins cher». D'un point de vue éthique, si l'on veut démanteler, voire abolir complètement les barrières commerciales, il faudrait en même temps adapter les normes sociales, sinon c'est le règne du capitalisme à la manière du Far West. Il ne faudra donc pas s'étonner des flux migratoires mondiaux et des grands mouvements migratoires à l'intérieur de certaines régions.

Et si l'on ne veut pas franchir le pas d'une réharmonisation des normes sociales, tout «libre» commerce mondial globalisé est alors une exploitation et une injustice. A mon avis, l'Etat souverain doit, dans ce contexte, revendiquer son autorité. Pour expliquer ce que cela signifie concrètement, on peut se référer à la problématique structurelle similaire régnant dans le domaine monétaire en Europe. Il y a une monnaie unique, l'euro, mais il n'existe pas de système unique de politique économique et financière, de sorte que l'ensemble du système est dysfonctionnel et finalement voué à l'échec. Il n'est pas possible d'adopter une certaine mesure à un certain niveau et de laisser tout le reste tel quel. Concrètement – en ce qui concerne le problème de la prévention des distorsions concurrentielles et de la justice en général –, il serait nécessaire d'introduire des réformes dans les statuts de l'OMC et de l'OIT, l'Organisation internationale du travail. Celles-ci pourraient être débattues et initiées à l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette année, où l'on célèbre à Genève le 100^e anniversaire de la fondation de l'OIT, serait une bonne occasion de réfléchir à la justice dans le monde du travail au niveau mondial. Il y aurait là également une responsabilité morale à assumer de la part des communautés religieuses.

Compte tenu de l'écart toujours important, et souvent même s'élargissant, entre d'une part l'engagement en faveur des objectifs et d'autre part la mise en œuvre de ces nobles objectifs que j'ai brièvement énumérés ici, je me risquerais à une forme de conclusion relevant d'un bon sens pas encore totalement globalisé: tant qu'il n'y aura pas de normes sociales applicables de façon universelle – c'est-à-dire pouvant être appliquées partout –, la liberté de l'économie ne pourra et ne devra pas être «moralement illimitée». Car chaque peuple, en tant que communauté de citoyens responsables, doit pouvoir définir et réaliser sa propre identité, y compris ses intérêts économiques. Cela signifie que le globalisme en tant qu'idéologie du «un seul monde» – qui est d'ailleurs en fait inexistant – doit être, dans l'intérêt de la liberté, remis à sa place.

Et pour conclure, un *ceterum censeo*: je n'ai pas soutenu ici l'idée de la «splendid isolation», une idéalisation romantique d'un retour aux sources, voire à une existence autosuffisante et aut centrée. J'envisage – avec tout ce que j'ai tenté d'esquisser ici – en quelque sorte une *véritable* communauté internationale, dans laquelle chaque Etat exploite pleinement son potentiel – économique et culturel – en coopération avec tous les autres et sur un pied d'égalité. C'est là, de façon purement sémantique, le sens d'«international», donc: *inter-étatique*; ce n'est justement pas une forme d'organisation que l'on appelle *supra-nationale*. Interétatique signifie qu'il existe des *règles*, devant être négociées par des entités agissant ensemble de manière autonome. Il ne s'agit donc pas de l'Etat en tant que communauté standardisée, soumise aux prétendues contraintes de la globalisation. Il n'est pas question de l'Etat «globalisé», mais d'un Etat agissant dans le monde entier sur la base de sa souveraineté tout en assumant sa responsabilité pour la préservation des bases vitales de *tous* – et pas seulement de celles de ses propres citoyens. Formulé sous forme de slogan tel un impératif, cela donne: *Responsabilité cosmopolite plutôt que soumission à une dictature globaliste!*

¹ En 2012, le politologue de Harvard *Graham Allison* a développé la théorie du *piège de Thucydide* (*Thucydides' Trap*) dans le contexte de l'influence mondiale croissante de la République populaire de Chine. Allison y reprend une idée de *Thucydide* selon laquelle la guerre du Péloponnèse (431–404 av. J.-C.) était inévitable, car elle était due à la montée en puissance d'Athènes et aux craintes que celle-ci avait déclenchées à Sparte. D'après Allison, cette théorie pourrait s'appliquer à des situations d'époques ultérieures, dans lesquelles une puissance hégémonique déjà existante s'était vue contestée par un nouveau rival en pleine expansion, ce qui dégénérerait souvent en conflits militaires. Allison fait valoir que dans la constellation actuelle, l'essor économique et militaire de la Chine et les craintes correspondantes des Etats-Unis pourraient avoir les mêmes effets sinistres. Dans ce contexte, une politique défensive se renforçant mutuellement des deux côtés (par exemple dans le contexte d'une guerre tarifaire) pourrait éventuellement conduire à un conflit armé [ndlr., d'après *Wikipédia*].

Les transformations de la politique étrangère dans toute l'Asie

hd. Actuellement, quand on parle de l'Asie centrale et orientale en Europe, on pense souvent d'abord à la Chine. Même l'OTAN, lors de la réunion de ses chefs d'Etat et de gouvernement à Londres les 3 et 4 décembre 2019, s'est occupée de ce grand et puissant pays asiatique et a inclus un passage significatif dans sa déclaration finale, rendant désormais officiel pour tous les Etats membres de l'OTAN ce qui se prépare depuis belle lurette contre la Chine: «Nous reconnaissons que l'influence croissante et les politiques interna-

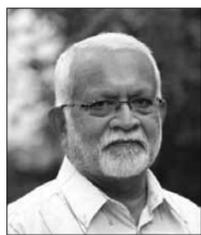
tionales de la Chine présentent à la fois des opportunités et des défis que nous devons affronter ensemble dans un climat d'alliance.»

Mais il y a aussi beaucoup d'autres choses importantes à signaler. Les ramifications et les transformations dans la politique des Etats d'Asie centrale et orientale ne sont guère traitées en profondeur dans la grande majorité des médias européens. «Horizons et débats» tente donc aussi souvent que possible de faire entendre des voix asiatiques portant un

regard inhabituel et inconnu, pour la plupart d'entre nous, sur les événements politiques qui s'y déroulent en nous invitant à nous pencher de plus près sur ce qui s'y passe. Il y a plus de dix ans, Kishore Mahbubani a publié un livre au titre significatif: «Le défi asiatique» (Fayard 2008). C'est une raison suffisante pour se faire une idée de cette région du monde qui ne se caractérise plus par la recherche de la domination mais par la volonté de saisir et de comprendre – tel un premier pas vers de futures relations d'égalité et d'équité.

Le Pakistan renforce ses liens militaires avec l'Iran et garde l'Inde à l'œil

par M. K. Bhadrakumar,* Inde



M. K. Bhadrakumar
(photo mad)

Malgré une faible couverture de la part des médias pakistanais, la visite de deux jours du chef de l'armée, le général Qamar Bajwa, en Iran représente une accélération du rythme des échanges militaires entre les deux pays.

L'aura conférée à cet événement par la partie iranienne est résolument politique, le chef de l'armée pakistanaise ayant rencontré le président Hassan Rohani, le ministre des Affaires étrangères Javad Zarif et le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale Ali Shamkhani, en plus de ses entretiens avec son hôte, le chef d'état-major des Forces armées iraniennes Hossein Baqeri.

La sécurité des frontières et la lutte contre le terrorisme sont les principales préoccupations de l'Iran. Lors de ses entretiens, Bajwa a longuement évoqué les problématiques régionales et s'est même attardé sur la «coopération sur les grands enjeux du monde musulman» entre les deux pays.

Les comptes-rendus iraniens ne font pas mention de la question du Cachemire ou des tensions entre l'Inde et le Pakistan, mais il est inconcevable que le général Bajwa ait évité le sujet.

* M. K. Bhadrakumar a servi pendant environ trois décennies comme diplomate de carrière au service du ministère indien des Affaires étrangères. Il a été ambassadeur en ex-Union soviétique, au Pakistan, en Iran, en Afghanistan, en Corée du Sud, au Sri Lanka, en Allemagne et en Turquie. Ses textes traitent principalement de la politique étrangère indienne et des événements au Moyen-Orient, en Eurasie, en Asie centrale, en Asie du Sud et en Asie du Pacifique. Son blog s'appelle «Indian Punchline».

En réalité, au moment même où le général Bajwa était en route pour Téhéran le 18 novembre, le Pakistan procédait au tir d'essai du missile balistique sol-sol Shaheen-1, un jour après que l'Inde a effectué la première nuit d'essai de son missile Agni-II.

L'agence de presse iranienne IRNA a pris note du fait que le tir de Shaheen-1 «visait à tester l'état de préparation opérationnelle du Commandement des forces stratégiques de l'armée, assurant au Pakistan un niveau «minimal crédible de dissuasion»¹.

Dans un tweet, le porte-parole de l'armée pakistanaise a indiqué que le général Bajwa et le président Rohani avaient discuté «de l'état de la sécurité régionale et de questions d'intérêt mutuel». Selon l'agence iranienne IRNA, le général Bajwa a annoncé à Rohani que le Pakistan était prêt à renforcer les relations bilatérales «dans tous les domaines».

Rohani a également salué le rôle du Pakistan en faveur de la paix régionale et qualifié les relations entre les deux nations musulmanes d'«atout inestimable» devant être mises à profit pour continuer à stimuler leur coopération.

Les comptes-rendus iraniens ont cité les propos du général Bajwa, selon lesquels le Pakistan et l'Irak étaient confrontés à «des menaces communes et partageaient des intérêts communs», appelant à une coopération et à une interaction étroites.

Un commentaire de l'IRNA a souligné que «dans les dernières années, Téhéran et Islamabad avaient assisté à des échanges d'importance capitale entre hauts responsables militaires, et [que] la récente visite du chef de l'armée pakistanaise en Iran démontrait la volonté des deux parties de consolider leurs liens militaires par une diplomatie active».

L'agence de presse semi-officielle FARS a rapporté que le général Bajwa et le général

Baqeri avaient examiné «différentes questions allant de la coopération en matière de sécurité à l'évolution de la situation régionale en passant par le maintien d'une sécurité durable dans la région» et avaient «étudié les moyens de renforcer et de revigorer les relations dans le domaine de la défense».

L'amiral Shamkhani, qui est subordonné au guide suprême Ali Khamenei, a notamment appelé à «l'expansion totale des liens» avec le Pakistan «afin d'assurer la sécurité au niveau régional». De même, le ministre des Affaires étrangères Zarif et le général Bajwa «ont discuté d'un grand nombre de sujets, concernant notamment les relations politiques, économiques et militaires» de l'Iran et du Pakistan, ainsi que la «coopération régionale et l'évolution de la situation dans la région, y compris en Afghanistan».

Les commentateurs iraniens soulignent unanimement le fait que Téhéran s'attend à ce que l'Iran et le Pakistan amorcent une nouvelle phase dans leurs relations.

La visite du général Bajwa s'inscrit dans l'intensification des rencontres entre hauts représentants des deux pays commencée il y a deux ans, depuis le voyage inédit du général en 2017, qui était la première visite d'un chef de l'armée pakistanaise depuis plus de vingt ans.

Lors de sa visite de 2017, le général Bajwa avait indiqué à Rohani que le Pakistan était résolu à étendre ses liens avec l'Iran dans tous les domaines, et qu'il espérait que les deux voisins pourraient collaborer en faveur de la paix et de la sécurité régionales. Par la suite, les changements géopolitiques qui ont marqué la région ont agi en catalyseur et donné un nouvel élan à leur relation.

Parmi eux, c'est le «virage vers l'Arabie saoudite» opéré par Delhi dans sa stratégie

du Golfe, s'écartant sensiblement de sa ligne de conduite habituelle consistant à ne pas se mêler des discordes et des rivalités entre les pays du Golfe dans une perspective de neutralité bienveillante.

Au moment où les tensions entre les Etats-Unis et l'Iran commençaient à s'intensifier, le gouvernement de Modi s'est conformé sans ménagement au diktat de Washington préconisant de rompre tous liens avec l'Iran, en mettant fin aux importations de pétrole depuis ce pays. L'attitude pusillanime des dirigeants soi-disant nationalistes de Delhi a pris Téhéran par surprise.

Téhéran a fait part de sa profonde déception lorsque le gouvernement de Modi est même allé jusqu'à se rétracter de ses engagements concernant sa coopération avec l'Iran pour la construction du port de Tchabahar, qui doit jouer un rôle clé pour l'interconnexion et la sécurité régionales en lien avec la stabilité de l'Afghanistan.

La volte-face indienne concernant Tchabahar est devenue le symbole du revirement phénoménal de l'Inde en matière de politique régionale, qui vise à s'accorder avec la stratégie américaine à un moment critique où la méthode de «pression maximale» alimente les tensions dans le Golfe et s'accompagne d'une augmentation durable des déploiements militaires des Etats-Unis en Arabie saoudite, ce qui pourrait bien être un prélude à une confrontation avec l'Iran.

Pour couronner le tout, la province iranienne de Sistan-et-Balouchistan est également la cible de groupes terroristes qui seraient financés par l'Arabie saoudite. Téhéran sent que le gouvernement de Modi se rapproche inexorablement de l'axe américano-israélo-saoudien, abandonnant la poli-

Suite page 4

L'avertissement des Etats-Unis pourrait être une ingérence inutile dans la souveraineté du Pakistan

par Zamir A. Awan,* Islamabad



Zamir A. Awan
(photo mad)

Il apparaît clairement que les Etats-Unis se sentent menacés par l'essor effréné de la Chine, et c'est pourquoi ils prennent toutes les mesures qui s'imposent pour juguler son développement rapide et appliquent une politique dite de «confinement» ou de «restriction de la

Chine». Du fait de cette stratégie, les Etats-Unis s'opposent à la «Nouvelle route de la soie» (BRI=Belt and Road Initiative), une initiative chinoise monumentale dans le cadre de laquelle des investissements de plusieurs milliers de milliards de dollars sont prévus dans le monde entier. Plus de 160 pays, régions et organisations internationales ont reconnu la BRI et environ 90 pays y participent. Certains d'entre eux en tirent déjà profit.

* Le professeur Zamir Ahmed Awan (*1962) est sinologue et vice-doyen de l'Université nationale des sciences et de la technologie (NUST) à Islamabad, au Pakistan. De 2010 à 2016, il a travaillé comme conseiller scientifique à l'ambassade du Pakistan à Pékin, où il était responsable du développement de la coopération entre le Pakistan et la Chine dans les domaines de la science, de la technologie et de l'enseignement supérieur. Il est l'auteur de nombreuses publications, articles et conférences.

Le Pakistan est l'un des principaux bénéficiaires de la BRI. Le Corridor économique Chine-Pakistan (CECP) est l'un des six corridors prévus dans le cadre de cette initiative. Le CPEC est l'un de ses projets phares et est considéré comme un modèle par le reste du monde, son succès représentant celui la BRI. Il revêt donc une importance majeure pour les gouvernements du Pakistan comme de la Chine.

Néanmoins, en raison de leur politique antichinoise, les Etats-Unis s'opposent également au CECP, en se servant de l'Inde et d'autres pays. Le gouvernement indien a attribué un budget colossal de 500 millions de dollars américains à sa célèbre agence de renseignement «RAW» en vue de saboter le CECP et de prendre pour cibles des citoyens chinois et leurs avoirs au Pakistan.

Mais c'est bien la première fois qu'un diplomate américain haut gradé comme Alice Wells, la Secrétaire d'Etat assistante pour l'Asie du Sud, a déclaré lors d'une conférence le 21 novembre que le Corridor économique Chine-Pakistan, d'une valeur de 60 milliards de dollars américains, ne profiterait qu'à Pékin. «Les Etats-Unis ont mis le Pakistan en garde concernant les risques à long terme pour son économie s'il participait à l'énorme projet d'infrastructure de la Chine, et lui ont suggéré de se tourner vers le modèle commercial américain à la place.»

Elle a ensuite insisté sur le fait que les Pakistanais devraient se pencher sur les détails exacts des contrats signés avec la Chine dans le cadre du CECP.

Et c'est vrai: le peuple du Pakistan devrait connaître tous les accords passés avec d'autres pays et organisations internationales, en particulier en ce qui concerne leurs aspects économiques, politiques et stratégiques.

Il devrait connaître l'accord récent qui a été signé avec le FMI et ses modalités politiques contraignantes. Le Pakistan était du côté des Américains pendant la guerre froide, et le peuple pakistanais devrait savoir quels étaient alors leurs accords exacts. Le Pakistan s'est rallié aux Etats-Unis dans sa guerre contre le terrorisme, et les Pakistanais sont curieux de connaître tous les détails de leur entente avec les Etats-Unis.

Le Pakistan a-t-il servi les intérêts des Américains durant les sept dernières décennies pour rien? Quels étaient les accords entre les gouvernements pakistanais et américains pour des services aussi longs?

Pourquoi les Etats-Unis ont-ils soudainement changé leur politique en 2011 et se sont-ils alliés à l'Inde, pourquoi se déclarent-ils «Partenaire privilégié pour la défense» de l'Inde et soutiennent-ils ce pays politiquement et diplomatiquement contre le Pakistan? Pourquoi ont-ils fourni à l'Inde les armes et les technologies les plus récentes, étendu son programme économique et fiscal et lui ont-ils

donné l'accès à des technologies interdites et sensibles? Dans les faits, l'Inde est devenue le principal bénéficiaire de l'assistance américaine, derrière Israël.

En réalité, les Etats-Unis ont fait un virage à 180 degrés et, non contents de refroidir leurs relations avec le Pakistan, ils ont choisi de s'en détourner complètement. Dans ces circonstances, leur amitié vieille de 70 ans a été ignorée, mettant le Pakistan dans une grave situation de crise. Alors que le Pakistan traversait la pire crise économique de son histoire et souffrait d'une pénurie d'électricité, les Etats-Unis ont ignoré ses intérêts et se sont rangés aux côtés de l'Inde.

Il était donc naturel que lorsque la Chine a lancé son programme BRI en 2013, le Pakistan l'ait bien accueilli et l'ait immédiatement rejoint. Aujourd'hui, le CECP est signé et le peuple pakistanais en récolte les fruits. Toute critique émise par les Etats-Unis sera rejetée par la Chine comme par le Pakistan. Le Pakistan est un Etat souverain; il a le droit de décider de tisser des relations avec n'importe quel pays si cela correspond à ses intérêts nationaux. L'ingérence des Etats-Unis et leurs avertissements sont inutiles et inacceptables selon toutes les normes du monde civilisé.

Source: <https://orientalreview.org/2019/11/28/the-us-warning-may-be-unnecessary-interference-in-pakistans-sovereignty/>

(Traduction Horizons et débats)

La fin provisoire d'une farce électorale dans l'Hindou-Kouch!

par *Matin Baraki**



Matin Baraki
(photo mad)

Le 22 décembre 2019, presque trois mois après l'élection présidentielle en Afghanistan, le président sortant *Ashraf Ghani* a été déclaré vainqueur. Ghani aurait remporté 50,64% des voix lors des élections du 28 septembre, selon

la Commission électorale indépendante au titre de résultat préliminaire. D'après elle, Ghani aurait obtenu la majorité absolue nécessaire pour une victoire au premier tour de scrutin. Son concurrent le plus prometteur, le chef du gouvernement *Abdullah Abdullah*, aurait atteint 39,52%. Il avait déjà annoncé à l'avance qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats.

Le 30 décembre 2018, la soi-disant Commission électorale indépendante en Afghanistan avait reporté de trois mois l'élection présidentielle prévue pour avril 2019. Elle a fixé la nouvelle date du scrutin au dimanche 20 juillet 2019, comme l'a annoncé le chef de la Commission électorale *Abdul Badi Sajjad* aux journalistes de Kaboul. Cependant, les élections pour élire le nouveau président ne devaient pas avoir lieu avant le 28 septembre 2019. Le mandat du président sortant *Ashraf Ghani* ayant expiré depuis longtemps, il travaillait sans mandat valide. Comme la population n'attendait à juste titre rien de ces élections, elle ne se souciait pas de savoir si elles auraient lieu ou non et si un seigneur de la guerre ou une marionnette américaine siègerait à l'avenir dans le palais présidentiel. D'une part, on savait que les Etats-Unis allaient décider du prochain président afghan, et d'autre part, il n'aurait de toute façon rien à dire. C'est ainsi que l'on pouvait décrire l'atmosphère générale. Cette attitude fataliste des citoyens est, entre autres, le terreau des opérations réussies des talibans dans de grandes parties du pays. Ils sont tolérés ou protégés par la population, voire les bienvenus. Les Afghans en ont assez des bureaucrates corrompus au sein de l'Etat, de l'administration, de la justice, de l'armée et de la police, tous littéralement incorporés par les chefs de guerre et leur entourage, ainsi que par les Afghans américains et européens.

Le 28 septembre 2019, le vote a enfin eu lieu. Le bulletin de vote contenait les noms de 18 candidats.¹ Parmi eux se trouvaient des chefs de guerre et des criminels de guerre tels que *Gulbuddin Hekmatyar*, *Ahmad Zia*

Masud et l'Afghan américain *Ashraf Ghani*. Quatre candidats avaient retiré leur candidature en faveur des plus performants. En principe, ils se sont vendus parce que les candidats prometteurs *Ghani* et *Abdullah Abdullah* leur ont promis des postes. Cela fut également le cas lors de toutes les élections précédentes depuis 2004.

En 2019, 13,5 millions de personnes avaient le droit de vote. Sur ce nombre, 9,6 millions se sont inscrits, mais seulement 2 millions ont participé au vote. Cela ne représente que 16,6% des personnes ayant le droit de vote. Suite aux nouveaux contrôles, la Commission électorale a révisé à la baisse le nombre de votes exprimés, le ramenant à 1,9 millions.¹ Seuls 19% des électeurs inscrits, soit «moins de 5% de la population», se sont rendus aux urnes.²

Le futur président du pays du Hindou-Kouch n'a donc pas de légitimité. Un résultat préliminaire devait être annoncé le 19 octobre. Les observateurs sur place sont d'avis qu'on voulait gagner du temps afin de poursuivre la falsification, tout comme par le passé. Dans la nuit du 20 au 21 octobre, «des membres d'une unité spéciale de la police ont eu accès au bâtiment du Centre de données de la Commission électorale».³ Il s'agirait d'une tentative de manipulation de l'élection d'*Ashraf Ghani*. Des fraudes électorales ont été signalées en sa faveur dans 16 circonscriptions. Par exemple à Kaboul 130 000, à Paktiya et Paktika 150 000, à Kandahar 50 000, à Logar 60 000, à Khost 70 000, à Kapisa 5 000, à Nangrahar 100 000, à Laghman 3 000, à Kunar 20 000, à Helmand 8 000, au Nuristan 120 000, à Zaboul 10 000, dans les districts de Herat 50 000, dans le Ghurband 10 000, à Kunduz 2 000 voix.⁴ En Afghanistan, la tendance de ces dernières années aurait été négative, comme l'a déclaré, dans un langage plutôt diplomatique, l'ancien ministre afghan des Affaires étrangères *Rangin Dardar Spanta* sur les ondes du *Deutschlandfunk*. Dans le cadre des élections présidentielles actuelles, il s'attend également à un «grand nombre de falsifications organisées»⁵ en faveur d'*Ashraf Ghani*. Il n'est donc pas surprenant que les favoris *Ghani* et *Abdullah* aient eux-mêmes parlé de fraude électorale avant même les élections.

Le chef du service secret mal famé d'*Hamed Karzai*, tortionnaire et candidat actuel au poste de vice-président d'*Ashraf Ghani*, *Amrullah Saleh*, avait rendu visite à la présidente sortante *Hawa Nuristani* à son domicile privé à la mi-octobre, accompagné de ses plus proches collaborateurs *Asadullah Khaled* et *Hamdullah Muheb*. Elle aurait subi des pressions pour manipuler les résultats des élections en faveur d'*Ashraf Ghani*. Cela a provoqué une tempête d'indignation dans les médias sociaux afghans.

En outre, 5300⁶ bureaux de vote, soit plus d'un tiers du nombre total, n'ont pas été ouverts, car l'Etat n'aurait soi-disant pas pu garantir la sécurité, bien que plus de 100 000 soldats, policiers et agents des services secrets aient été déployés et que 20 000 à 30 000 autres étaient en réserve.⁷ Certains observateurs sur place ont considéré que les bureaux de vote sont restés fermés dans les circonscriptions où *Abdullah*, le concurrent du président en fonction *Ghani*, aurait pu obtenir une majorité des voix.

«Les élections présidentielles en Afghanistan du samedi [28 septembre] ont clairement échoué».⁸ Toutefois, les candidats les plus prometteurs, *Ghani* et *Abdullah*, se sont les deux déclarés vainqueurs immédiatement après les élections. Bien que les résultats définitifs des élections ne soient pas encore connus, *Amrullah Saleh* se comporte comme s'il avait déjà été élu vice-président.

La campagne électorale de *Ghani* a coûté à elle seule 180 millions de dollars. Qui a financé cela, d'où vient tout cet argent, alors que des millions d'Afghans végètent dans la misère, se demandent de nombreuses personnes dans les médias sociaux.

Le plan initial était d'annoncer les résultats préliminaires le 27 octobre. Cette date fut reportée au 14 novembre. Finalement, le porte-parole de la Commission électorale indépendante annonça que les résultats définitifs ne seraient pas publiés avant le 6 décembre.

Le diplomate américain *Zalmai Khalilzad* est arrivé à Kaboul fin octobre et s'est entretenu avec *Abdullah Abdullah*, l'ancien président *Hamed Karzai* et d'autres chefs de guerre tels *Mohammad Atta Noor*, *Mohammad Junos Qanuni*, le dirigeant chiite *Mohammad Mohaqeq* et l'ancien conseiller à la sécurité d'*Ashraf Ghani*, *Mohammad Hanif Amar*. Les observateurs soupçonnent que le futur vainqueur des élections et la répartition des postes aient alors été négociés.

Quel est le bilan réel des mandats de *Ghani*, cet ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale? Comme on le sait, il n'a presque rien à dire en dehors de Kaboul, et il contrôle encore moins le pays. Les seigneurs de la guerre font ce qu'ils veulent. En termes de taux d'analphabétisme, l'Afghanistan se classe au deuxième rang mondial. Le pays est considéré comme le moins approprié pour les investissements étrangers. En ce qui concerne la corruption, l'Afghanistan se classe fièrement au 172^e rang sur 180 pays. Le pays est le numéro un mondial en termes de production de drogues, d'insécurité pour les femmes et les journalistes. Plus de 72% des femmes ont des problèmes de santé mentale. Environ trois millions de personnes sont toxicomanes, y compris des enfants. Comme en Syrie, de nombreux jeunes Afghans, issus principalement de la classe moyenne, quittent leur pays. L'Afghanistan perd ainsi les forces

indispensables à la reconstruction. Environ 75% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Malgré des milliards de dollars d'aide, l'Afghanistan est endetté à hauteur de plus d'un milliard de dollars.

Les talibans se déplacent dans l'Hindou-Kouch comme des poissons dans l'eau. C'est là que réside leur force. Que nous les aimions ou non, ils sont la seule force armée organisée luttant sans merci contre l'occupant en payant cela de leur vie. Il n'y aura pas de paix sans leur participation adéquate au processus politique. Ils contrôlent environ 60% du pays et sont capables de mener à tout moment n'importe quelle opération militaire, même dans la zone sécurisée de Kaboul, où sont situés d'importants organes étatiques, les diplomates, les organisations internationales, les services de renseignements occidentaux et le siège de l'OTAN. Dans les zones contrôlées par les talibans, ils ont depuis belle lurette créé des structures quasi-étatiques fonctionnant mieux que l'administration de Kaboul.

Selon les informations de la *Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan* (MANUA), le nombre de civils tués par les frappes aériennes américaines au cours des neuf premiers mois de 2017 augmenta de 52% par rapport à 2016.⁹ Le nombre des civils blessés ou tués augmenta au cours du 3^e trimestre 2018 de 42%. Avec près de 1200 morts et plus de 3100 blessés, on a enregistré en 2009 le plus grand nombre de victimes civiles en un trimestre depuis le début des statistiques de l'ONU.¹⁰

La majorité de la population afghane est complètement désillusionnée et n'a aucun espoir que le futur président puisse changer leur situation pour le mieux. Par conséquent, ils n'attendent pas les résultats définitifs des élections avec autant d'impatience que l'opinion publique internationale. Ils disent ouvertement qu'ils ne se soucient pas de savoir quelle personne aura le droit de prochainement se nommer président d'Afghanistan. •

¹ Meier, Christian. «Beschädigte Wahlen». *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 1/11/19, p. 8

² Reuter, Christoph et al. «Ein Friedhof für alle». *Der Spiegel* n° 49 du 30/11/19, p. 87

³ idem.

⁴ Message de Facebook sur «Unabhängige Kongresse der Jugend Afghanistans», le 16/10/19

⁵ Holl, Norbert. «Das Experiment ist gescheitert» (Interview). *Deutschlandfunk* du 28/9/19

⁶ cf. Krüger, Paul-Anton. «Abstimmung mit vollem Risiko». *Süddeutsche Zeitung* du 28-29/9/19, p. 10

⁷ cf. Krüger, Paul-Anton: «Geringe Wahlbeteiligung». *Süddeutsche Zeitung* du 30/9/19, p. 7; «Tote und Verletzte bei Präsidentschaftswahl». *Spiegel Online* du 28/9/19

⁸ *Corriere della Sera*, Milan, 30/9/19

⁹ cf. «Immer mehr US-Bomben auf Afghanistan». *dpa* du 21/11/17

¹⁰ cf. «Afghanistan: Immer mehr zivile Opfer». *dpa* du 17/10/19

«Le Pakistan renforce ...»

suite de la page 3

tique de neutralité traditionnellement adoptée par l'Inde dans le Golfe.

La franche amitié qui lie personnellement le Premier ministre Modi au prince héritier saoudien *Mohammed ben Salmane* et au Premier ministre israélien *Benjamin Netanyahu* a dû sonner l'alarme à Téhéran.

Par ailleurs, le Pakistan suit de près la dégradation de la relation entre l'Inde et l'Iran et se rend bien compte que la stratégie indienne vieille de 40 ans tendant à considérer l'Iran comme un «deuxième front» est en train d'arriver à son terme. En attendant, pour la première fois depuis la révolution islamique de 1979, le gouvernement iranien apprécie l'indépendance de la politique étrangère du Pakistan.

Téhéran doit logiquement considérer que les conditions sont favorables pour faire évoluer la coopération militaire irano-pakistanaise. Il est important de noter que le délai de cinq ans prévu par l'ONU pour l'embargo sur le commerce des armes avec l'Iran expire l'année prochaine, tandis que la limitation imposée aux activités liées aux missiles ira-

niens pour une période de huit ans prend fin en 2023.

Bien entendu, Téhéran pourrait présenter un argument décisif en acceptant de soutenir le Pakistan sur la question du Cachemire.

En termes géopolitiques, le programme global de politique étrangère de l'Iran centré sur l'intégration eurasiatique met Téhéran et le Pakistan plus ou moins sur la même longueur d'onde en matière de politique régionale.

Lors d'une récente rencontre à Téhéran avec un groupe d'écrivains et de journalistes indiens, *Zarif* a reconnu que les actions économiques et politiques des Etats-Unis avaient créé «une compréhension» entre la Chine, la Russie et l'Iran «du fait que nous sommes tous des cibles (américaines)» et qu'il y avait «un point commun ressenti» par les dirigeants des trois pays. Bien entendu, Islamabad en est bien conscient, ayant lui-même été une «cible». •

Source: *Indian Punchline*, 19/11/19

(Traduction *Horizons et débats*)

¹ ndt.: Principe fondé sur la doctrine nucléaire indienne excluant l'option de la première attaque et préconisant une riposte punitive en cas d'agression. https://en.wikipedia.org/wiki/Credible_minimum_deterrence

Afghanistan – là aussi rien que des mensonges de la part de l'OTAN

par *Willy Wimmer*, ancien Secrétaire d'Etat allemand



Willy Wimmer
(photo ef)

Le 9 décembre 2019, le «Washington Post» a publié un article «hors-norme» provoquant un séisme politique. Pendant plus de trois ans, le journal a tenté obtenir par tous les moyens possibles l'autorisation de publier des documents gouvernementaux en vertu de la «Freedom of Information Act» [Loi sur l'accès à l'information]. Il s'agirait d'environ 2000 documents ayant pratiquement tous le même contenu:

1. Du premier au dernier jour, les présidents américains de *Bush* à *Trump* en passant par *Obama* ont déclaré que la guerre contre le terrorisme était gagnée ou sur le point d'être gagnée.
2. Du premier au dernier jour, toute personne utilisant cette affirmation pour apaiser l'opinion publique savait que de telles déclarations étaient des mensonges. Selon le

journal, un général trois étoiles de la Maison-Blanche aurait déclaré que personne ne peut justifier le sacrifice de ses propres hommes et les énormes pertes au sein de la population civile afghane. Et pourtant, la guerre non seulement se poursuit, mais est menée de manière plus intensive sous la direction du président *Trump*, avec des troupes et des bombardements plus importants qu'à aucun autre moment auparavant.

Selon le «Washington Post», les documents démontrent que dès le début les responsables étaient conscients, ou aurait dû l'être, du fait de l'impossibilité de gagner cette guerre. En tout cas, les présidents et les gouvernements le savaient depuis le début.

Donc, tout ce qui reste de la «guerre contre le terrorisme» est l'asservissement croissant de la population américaine elle-même. Et n'était-ce pas précisément en fin de compte le véritable objectif des Talibans à de l'Etat islamique, créés par l'Occident et les Etats arabes? •

(Traduction *Horizons et débats*)

La paix, la guerre et le «(New) Deal vert»

par Karl Müller

L'année 2019 n'a pas été une année de paix. Au contraire, les signes de tensions croissantes entre les grandes puissances représentées par les Etats-Unis, la Russie et la Chine étaient évidents. D'importantes forces au sein de la «seule puissance au monde» ayant prévalu pendant une bonne décennie après 1990 et de ses alliés ont beaucoup de mal à accepter les grands changements du monde survenus au cours des dernières années et le fait que la domination de l'«Occident» n'est plus acceptable.¹

L'Union européenne et les gouvernements de presque tous ses Etats membres sont sur la voie de la confrontation avec la Russie et, de plus en plus, également avec la Chine. Le lien transatlantique est formé par l'OTAN. Lors de la réunion du 70^e anniversaire à Londres, ses décisions présentent concernant la Russie et la Chine en disent long. Lorsque l'émetteur russe *rt deutsch* écrit le 19 décembre 2019: «Etat-major russe: l'OTAN se prépare clairement à un grand conflit militaire», il ne s'agit malheureusement pas d'une théorie conspirationniste russe. Une telle analyse correspond parfaitement au gros titre de l'hebdomadaire allemand *Die Zeit* du 20 décembre 2019: «Parfois, il faut faire la guerre.» – il y a quelques années en arrière, un tel titre était impensable. L'article exige de l'Union européenne et de ses Etats membres – notamment de l'Allemagne – d'être prêts à s'engager dans des missions de guerre dans le monde entier.

Pourquoi personne ne tire la sonnette d'alarme?

Il est donc d'autant plus surprenant que personne aux Etats-Unis ou dans l'UE ne tire la sonnette d'alarme suite à de tels articles. L'attention publique dans les pays «occidentaux» est (sciemment) déviée de cette situation menaçante pour l'humanité toute entière: il suffit de penser aux conséquences dévastatrices de l'engagement d'armes de destruction massive. L'attention publique est rivée sur un seul sujet se trouvant presque quotidienne-

ment dans les médias: la catastrophe climatique soi-disant imminente et les exigences d'un tournant radical impliquant le monde entier dans tous les domaines sociétaux, économiques et politiques. Ce programme se résume en trois mots: «New Deal vert», ou pour l'UE en deux mots: «Deal vert».

Certains gauchistes et néo-libéraux se regroupent à nouveau

Comme ce fut le cas, il y a 25 ans, au sujet de la mondialisation, les internationalistes de gauche et les internationalistes néolibéraux se retrouvent sur la question du climat: les uns formulent une analyse radicale et critique du capitalisme, à l'instar de *Naomi Klein* dans son livre intitulé «Pourquoi seul un New Deal vert peut sauver notre planète», et les autres défendent le capitalisme, à l'instar d'*Ursula von der Leyen* de la CDU allemande, actuelle présidente de la Commission européenne, tout en écrivant, comme la femme de gauche *Naomi Klein*: «L'humanité est confrontée à une menace existentielle.» Von der Leyen considère le «Deal vert» également comme «une contribution à un monde meilleur». Cependant, contrairement à *Naomi Klein*, *Ursula von der Leyen* écrit: «Le «Deal vert» est la nouvelle stratégie de croissance de l'Europe. [...] Il sera un moteur pour de nouvelles opportunités économiques.» («St. Galler Tagblatt» du 14/12/19)

Qu'est-ce qui est plus probable: la fin du monde due à une catastrophe climatique ou la fin du monde due à une guerre nucléaire? Et que faire, si ce dernier cas est plus probable? Serait-il alors compréhensible pourquoi toute l'attention est déviée de la catastrophe de guerre plus probable, vers la catastrophe climatique moins probable?

Activités d'une puissance hégémonique dans un état déplorable

Peut-être y a-t-il une réponse intelligible à cette question? Par exemple, qu'il s'agit d'une distraction des préparatifs de guerre.

Le fait de parler de la catastrophe climatique imminente et de l'inévitabilité d'un «New Deal vert» pourrait éventuellement représenter la tentative d'une ancienne puissance hégémonique en grande difficulté de survie et de ses alliés de rétablir son hégémonie économique et politique sans devoir déclencher une grande guerre autodestructrice. Pour surmonter une situation économiquement désastreuse, de nombreuses guerres d'agression ont été menées au cours de l'histoire. Les seigneurs de la guerre promettaient de beaux butins ou des positions géostratégiques importantes pour des beaux butins ultérieurs. Il était également possible d'éliminer des concurrents économiques. Au cours des dernières décennies, il s'agissait souvent de l'accès à des matières premières. Les tambours de guerre actuels visent également les concurrents économiques. Les relations tendues entre les Etats-Unis et la Chine en sont un exemple. Mais face à la menace d'une guerre nucléaire, ne serait-il pas préférable d'atteindre ces objectifs sans grande guerre?

Un programme prometteur?

Le plan pour un «New Deal vert» remplit – à première vue – plusieurs caractéristiques d'un programme prometteur. Il y a l'idée centrale très motivante de sauver le monde. Il y a la vision d'un monde bien plus profitable pour tous: dans les domaines du social, du développement économique et de la protection de l'environnement naturel – et tout cela «durablement». Puis, il y a un domaine politique pour lequel des actions résolues et un pouvoir politique fort peuvent être exigés au-delà des frontières et des souverainetés nationales. Il y a également la perspective d'investissements, de chiffres d'affaires et de revenus financiers à hauteur de centaines de milliards de dollars. Une quantité de monnaie scripturale aux dimensions inimaginables dans les mains d'un petit groupe de personnes cherche dans le monde entier des ports d'attache en dehors des bulles finan-

cières connues. Car celles-ci vont probablement bientôt éclater. Pourquoi ne pas essayer une nouvelle bulle, la bulle du «New Deal vert», alors que tout le monde y voit – ou est forcé d'y voir – un avenir brillant? En septembre 2019, un groupe de 515 investisseurs financiers a publié un communiqué de presse annonçant qu'ils étaient prêts à investir 35 000 milliards de dollars dans une économie «verte».²

Quel est le prix à payer pour cela? ... Et quelles sont les alternatives?

Quel serait le prix à payer pour cela? Il y a encore trop peu de débats sur ce sujet: sur le prix à payer pour l'ordre économique, pour la liberté, pour la vie commune et la cohésion, pour l'Etat de droit et la démocratie. Qui financera la compensation sociale promise à tous ceux perdant leurs emplois? Quelles seront les conséquences économiques, sociales et politiques lorsque la structure économique d'un pays sera entièrement réorganisée en toute hâte? Et d'autres questions à prendre très au sérieux se posent.

Et si le «New Deal vert» est vraiment destiné à éviter, une fois encore, une grande guerre – alors, pourquoi ne pas suivre la voie la plus facile: celle de reconnaître qu'il est préférable pour l'humanité de s'asseoir à la table de négociation avec ses soi-disants concurrents pour le pouvoir et la richesse, d'entamer un dialogue honnête, de s'accorder sur un même pied d'égalité à construire un monde, dans lequel tous les gens peuvent vivre une vie digne afin de ne pas se limiter à un cessez-le-feu en maintenant intacte sa prétention au pouvoir! Voilà une autre perspective que celle de la simple préparation à de nouvelles guerres! C'est aussi une autre optique que celle de la constante recherche de supériorité!

¹ Publication actuelle: Mahbubani, Kishore. *Has the West Lost It?* Penguin Books 2019

² <https://theinvestoragenda.org>

Une fois de plus, la démocratie a triomphé: le Brexit est inéluctable

par Nicola Ferronato, politologue

Le 12 décembre,¹ le peuple britannique a été appelé aux urnes dans un contexte tout à fait exceptionnel et inédit. Il leur a été demandé de voter pour un nouveau Parlement, et donc, par extension, pour ou contre le gouvernement de *Boris Johnson*. Jusque là, rien de surprenant. Mais voter pour *Johnson* voulait dire (re)voter pour le Brexit. Et voter pour le *statu quo* ou en faveur de l'opposition aurait signifié voter contre le Brexit. Et c'est là que réside le caractère tout à fait exceptionnel de ces législatives: le peuple a une fois de plus confirmé sa volonté de quitter l'Union européenne (UE) et rejeté l'idée d'un second référendum que l'opposition proposait.

Depuis le référendum de juin 2016, le peuple n'avait plus eu l'occasion de s'exprimer sur le Brexit. Aussi, depuis cette date, les médias de masse – et surtout les médias de gauche – ne cessaient de répéter que le peuple avait changé d'avis et voulait, en définitive, demeurer dans l'UE: il fallait un second référendum.

Mais comme je l'exposais dans mes derniers articles, c'était tout le contraire. L'incertitude qui plane sur l'économie du pays, mais aussi sur la vie de tous les jours, désespère les Britanniques qui veulent, aujourd'hui plus que jamais, que le Brexit soit mis en œuvre. Ce n'est pas étonnant que *Johnson* ait gagné avec son slogan «Get Brexit Done».

Enfin plus de clarté

Après trois ans d'incertitude, cette élection a apporté de la certitude. De la certitude pour les individus, mais aussi pour les entreprises et l'économie au sens large. Même le quotidien français «Le Figaro», pourtant critique du Brexit, écrit le 13 décembre: «La Bourse de Paris, portée par des annonces de *Donald Trump* sur le commerce et la victoire de *Boris Johnson* aux élections législatives britanniques, est au plus haut depuis 12 ans».

Et justement, les indicateurs économiques du Royaume-Uni sont plus que positifs depuis la victoire des Conservateurs; ils «sont à la fête». La livre sterling a largement applaudi la victoire de *Boris Johnson* en faisant un bond de plus de 2% par rapport au dollar et à l'euro. Le *FTSE-100*, le principal indice de la Bourse de Londres bondissait de 1,43% et le *FTSE-250*, reflétant l'économie britannique au sens large, augmentait de 4,2%.

Une majorité absolue pour les Conservateurs

Avec un gain de 47 sièges, les Conservateurs bénéficient à présent d'une majorité absolue avec 365 sièges sur 650 à Westminster. C'est la plus grande victoire des Conservateurs depuis 1987, lorsque *Margaret Thatcher* occupait le poste de Premier ministre. C'est certain, *Boris Johnson* est de loin le meilleur Premier ministre du Royaume-Uni depuis l'époque de la Dame de fer. Et pour cause, il a réussi à faire ce qu'aucun autre politicien n'aurait pu faire à sa place. On l'a dit, il a gagné une majorité absolue au Parlement, ce que les Conservateurs n'ont plus eu depuis près de 40 ans. Mais déjà au début de son mandat, il enchaînait les succès, surtout dans le cadre des négociations sur l'accord de divorce avec l'UE. Il faut le rappeler: *Johnson* a accompli une réelle «mission impossible», puisqu'il avait négocié en 85 jours seulement, un accord avec Bruxelles pouvant être accepté de tous, alors que *Theresa May* n'y était pas parvenue en trois ans. Même le Parlement de Westminster avait approuvé le «principe» dudit accord avec 329 voix contre 299.

Suppression du «backstop» irlandais

Donc non seulement *Johnson* a pu rouvrir les négociations avec Bruxelles, mais il a aussi changé certaines dispositions essentielles dudit accord qui, pourtant, constituaient des

éléments «non-négociables» pour Bruxelles. Le meilleur exemple démontrant cela est la suppression du «backstop» irlandais, considéré antidémocratique par la plupart des politiciens britanniques. En effet, le «backstop» constituait un chapitre dans l'accord de *Madame May* et prévoyait que l'Irlande du Nord demeure dans l'union douanière de l'UE durant une longue période transitoire. Mais à présent, le nouvel accord assure l'unité de l'ensemble du territoire douanier britannique et nord-irlandais puisqu'il prévoit que l'Irlande du Nord, qui fait partie intégrante du Royaume-Uni, demeure dans l'union douanière de ce dernier et non pas dans celle de l'UE. Effectivement, le gouvernement actuel considère qu'il aurait été inacceptable qu'une partie du pays perde sa souveraineté douanière. Ainsi, le «backstop», pourtant «non-négociable» auparavant, a fini aux oubliettes. Un autre élément d'amélioration par rapport à l'ancien accord est que le gouvernement actuel a réussi à invétérer l'ambition d'un accord de libre échange dans la déclaration politique (entre la Grande-Bretagne et l'UE) devant être signée avant fin 2020.

Dégringolade de la gauche

La gauche, en revanche, perd 59 sièges et n'en garde que 203. C'est la défaite travailliste la plus douloureuse depuis 1935. Il semblerait que *Jeremy Corbyn* quittera ses fonctions de chef de parti prochainement. Fort heureusement, ses idées socialistes-révolutionnaires-bolivariennes n'ont pas convaincu le peuple britannique et les nationalisations dévastatrices qu'il avait prévues n'auront pas lieu.

On note aussi que *Jo Swinson*, à la tête des Libéraux-démocrates, perd son siège au Parlement. A la bonne heure! Avec son crédo «Stopper le Brexit», elle voulait inverser le cours de l'Histoire, même si cela signifiait jeter par dessus bord le verdict du peuple de 2016 ainsi que la démocratie au sens large.

Le «Brexit Party» de *Nigel Farage* n'obtient pas de siège. Cette défaite est probablement due au manque de vision politique à long terme du parti.

Que va-t-il se passer dans les prochains mois?

Charles Michel, le nouveau président du Conseil européen, annonce «être prêt» à négocier la future relation et un accord de libre échange avec *Johnson*. Et puisque l'accord de retrait du Royaume-Uni prévoit une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020, il est certain que le gouvernement britannique a du pain sur la planche. Il devra en quelques mois négocier un accord de libre échange tout en honorant ses promesses de campagne: plus de policiers dans les rues, plus d'infirmières et de médecins, plus d'hôpitaux et une économie stable. Il est fort probable que les promesses de campagne soient tenues, mais il est aussi possible que *Monsieur Johnson* rencontre davantage d'obstacles dans la négociation de l'accord de libre échange avec l'UE qu'on ne le pense.

Il se peut aussi que le Brexit apporte ses premiers fruits puisqu'il est d'ores et déjà question de la négociation d'un accord de libre échange avec les Etats-Unis. *Donald Trump* lui-même a exprimé sa volonté de convenir d'un *deal* de libre échange avec *Johnson* «qui a le potentiel d'être plus grand et plus lucratif que n'importe quel *deal* pouvant être fait avec l'UE».

Ce qui est prioritaire à présent, c'est que le nouveau Parlement, qui représente réellement la volonté du peuple, ratifie l'accord de divorce pour enfin permettre au Brexit d'être mis en œuvre. Ainsi, plus vite il sera ratifié, mieux se porteront l'UE, les Britanniques et la démocratie au sens large.

¹ Cette analyse a été rédigée le 13 décembre 2019 pour *Horizons et débats*.

Poursuivre un objectif présumé à l'aide de subterfuges et de ruses?

Réflexions au sujet de la Session parlementaire d'hiver

par Marianne Wüthrich, docteur en droit

La première session du Parlement nouvellement élu à Berne s'est achevée. Comme on s'y attendait, aucun miracle ne s'est produit. Mais quelques cartes du grand jeu autour de l'intégration de la Suisse dans l'UE et l'OTAN se trouvent maintenant découvertes sur la table.

Voilà quelques aspects de la session:

Une voie astucieuse vers des avions de combat OTAN-compatibles

Le 20 décembre 2019, le Conseil national et le Conseil des Etats ont approuvé un crédit de 6 milliards pour l'acquisition de nouveaux avions de combat, sans que ceux-ci soient déjà déterminés.¹ Le dossier a été traité avec une rapidité inhabituelle pendant la session d'hiver: une première discussion au Conseil des Etats le 24 septembre, au Conseil national le 9 décembre, puis un aller-retour à trois reprises pour régler les différends, la conférence de conciliation le 19 décembre et le vote final dans les deux chambres le 20 décembre.

En fait, c'est un dossier peu spectaculaire et guère contesté, car les avions militaires actuels arrivent en fin de parcours. Les différends entre le Conseil national et le Conseil des Etats concernent principalement la nature et l'étendue des transactions de compensation à exiger des Etats fournisseurs, ainsi qu'une clé de répartition de ces transactions entre les régions linguistiques afin que la Suisse romande et le Tessin ne soient pas défavorisés.

Cette décision parlementaire est soumise au référendum facultatif, déjà annoncé par le PS, les Verts et le GSsA (Groupe pour une Suisse sans armée).

Le contexte: en mai 2014, le peuple suisse avait rejeté l'achat de l'avion de combat suédois *Gripen* par 53,4% des voix, alors qu'il était le moins onéreux. L'opposition ne venait pas seulement des opposants à l'armée, mais aussi d'un certain nombre de politiciens et d'officiers bourgeois ayant déconseillé le *Gripen* parce qu'il n'était pas suffisamment éprouvé au niveau technique. Certaines pourfendeurs le pensaient vraiment, d'autres étaient plus préoccupés par son origine d'un pays non membre de l'OTAN. En tout cas, leurs déclarations ont contribué de manière décisive au «non» du peuple suisse, car en réalité la plupart des Suisses soutiennent leur armée.

L'astuce du Conseil fédéral: pour éviter un deuxième échec, le choix de l'avion reste ouvert. Lors du scrutin référendaire, le peuple souverain ne pourra décider que de l'achat de nouveaux avions de combat pour un montant maximum de 6 milliards de francs. Le fait demeure: pour la Suisse neutre, le *Gripen* serait le choix le plus préférable, car bien que la Suède participe volontiers aux manœuvres de l'OTAN vers l'Est, elle n'est toujours pas membre de l'OTAN. En juin de cette année, le *Gripen* a toutefois été retiré de la course de manière inattendue, ce que *Jonas Hjelm*, le responsable du département Aviation du constructeur suédois *Saab*, a décrit comme «quelque peu étrange et injuste».² Les Chambres fédérales ont désormais le choix entre *Airbus* et *Dassault* des pays membres de l'UE/OTAN ou des entreprises américaines *Boeing* et *Lockheed Martin*. Ainsi, il est garanti que l'armée suisse restera étroitement liée à l'OTAN.

Cela nous place, en tant qu'électeurs, dans un véritable dilemme: voulons-nous vraiment, à contrecœur, délivrer un chèque en blanc au Conseil fédéral et au Parlement pour qu'ils puissent acheter des chasseurs-bombardiers OTAN-compatibles «avec l'accord du peuple souverain»? Ou bien voulons-nous nous opposer au fait que notre armée de défense du pays se lie encore davantage au pacte belliciste qu'est devenu l'OTAN pour être ensuite étiquetés d'ennemis de l'armée? Ce dilemme devrait, au fond, être résolu autrement: il faut une initiative populaire fédérale exigeant le retrait de la Suisse du PpP, cet accord otanien avec son nom orwellien de «Partenariat pour la paix». Année après année, les enquêtes de l'EPF Zurich confirment qu'entre 90 et 95% de la population suisse soutiennent le statut de neutralité du pays – quitter le PpP serait donc un acte cohérent.

Le partenariat avec l'OTAN va à l'encontre de la neutralité de la Suisse

mw. Depuis 1996, la Suisse participe au *Partenariat pour la Paix* (PpP) de l'OTAN.

Selon le DFAE, il s'agit d'un «instrument de coopération souple entre l'OTAN et ses partenaires» contribuant à «préparation des forces armées suisses à participer à des opérations de maintien de la paix à l'étranger sous la direction de l'OTAN, de l'Union européenne (UE) ou de l'Organisation des Nations Unies (ONU)» (DFAE. «OTAN: Partenariat pour la Paix»). Selon

swissinfo du 4/4/19, il y a des voix contraires: «Tout le monde ne partage pas cette vision. Plusieurs voix – dans les milieux de la gauche comme de la droite conservatrice – estiment que le PpP est incompatible avec la neutralité et qu'il constitue une adhésion larvée à l'OTAN. Ces critiques émanent notamment du *Groupe pour une Suisse sans armée* (GSsA), de *l'Action pour une Suisse indépendante* (ASIN) et de membres de *l'Union démocratique du centre* (UDC).

Prestations transitoires pour chômeurs âgés – une idée semée d'obstacles

Dans *Horizons et débats* n° 26/27 du 9 décembre, nous avons présenté l'objet de la «Loi sur les prestations de transition pour les chômeurs âgés» que le Conseil fédéral désire faire adopter rapidement par le Parlement, avant le scrutin de mai 2020 sur l'initiative de limitation» de l'UDC.³ Car l'acceptation par le peuple suisse de cette initiative visant à renégocier l'immigration avec Bruxelles annoncerait la fin certaine de l'accord-cadre – qui est de toute façon déjà agonisant. Les prestations transitoires ont pour but de donner aux travailleurs suisses une fausse impression de sécurité, en effet l'immigration illimitée de travailleurs venant de l'espace de l'UE ne leur porterait pas préjudice, même si l'accord-cadre remet en question les fortes mesures de protection salariale prévues. De nombreux travailleurs âgés pourraient toujours et encore perdre leur emploi au profit d'un jeune immigrant avec des coûts de main-d'œuvre plus bas, mais la nouvelle prestation les protégerait contre des pertes financières insoutenables. Le projet de loi correspondant devrait passer au Conseil des Etats en décembre et au Conseil national en mars sans problème, car personne ne peut s'opposer à une meilleure sécurité sociale pour les travailleurs de longue durée du pays. Voilà pour la boîte à malices du Conseil fédéral!

Or, le 12 décembre 2019, le Conseil des Etats a déjà mis des bâtons dans les roues de ce calendrier ambitieux – ce qui était prévisible. Car le modèle suisse comprend non seulement des droits forts de démocratie directe, mais également des prises de décisions démocratiques très différenciées au sein du Conseil national et du Conseil des Etats. Un vaste et complexe projet de loi sur les prestations transitoires n'est jamais accepté dans son ensemble, mais fait l'objet de discussions et de décisions détaillées.

Bien que le Conseil des Etats ait approuvé le principe de l'introduction d'une rente transitoire, il a ajouté au projet du Conseil fédéral un certain nombre de dispositions gênantes: il a par exemple réduit considérablement le montant de rente et a rajouté une phrase apparemment inoffensive définissant les conditions pour l'obtenir: «Les bénéficiaires de prestations transitoires doivent fournir chaque année la preuve de leurs efforts pour s'intégrer au marché du travail».⁴ En raison de ces modifications du Conseil des Etats, le calendrier du Conseil fédéral devient serré: pour l'instant, la *Commission de la sécurité sociale et de la santé du Conseil national* (CSSS-N) va d'abord s'occuper du projet et, lors de la session de printemps, non seulement le Conseil national devra se prononcer sur celui-ci, mais les deux Chambres devront très rapidement résoudre leurs différends afin que les électeurs puissent être informés avant le vote de mai que l'immigration dans les emplois suisses n'est pas si grave, car les travailleurs suisses plus âgés seront financièrement soutenus: donc l'initiative de limitation serait superflue... – La question de savoir si le Parlement aura terminé ses délibérations à temps reste ouverte.

En outre, une confusion avec le droit de l'UE est annoncée, ce qui ne plaît certainement pas au Conseil fédéral. La prestation transitoire devrait être absolument étanche envers les dits «immigrants dans le système

de sécurité sociale». La condition préalable à l'octroi de ces prestations est une période d'emploi en Suisse d'au moins 20 ans. Le Conseil fédéral a estimé que ces prestations devaient être considérées comme des «prestations de préretraite» au sens du droit de l'UE, de sorte que la Suisse ne doit créditer que les années où une personne a travaillé ici. Cependant, avec l'insertion de la phrase supplémentaire du Conseil des Etats que les bénéficiaires de prestations doivent prouver les efforts faits pour trouver un emploi, les «prestations de préretraite» pourraient soudainement se transformer en «aide sociale aux chômeurs». Dans ce cas, les immigrants se retrouvant au chômage en Suisse pourraient alors se voir créditer les années de travail dans les pays de l'UE. La Suisse devra-t-elle donc un jour verser les nouvelles prestations sociales également aux immigrés qui ne sont ici que depuis peu de temps?

Selon *Rolf Camenzind*, porte-parole de l'Office fédéral des assurances sociales, ce risque existe: «Un jour, les tribunaux décideront.»⁵ Il faut y ajouter que le Cour compétent sera soit la CJCE, qui ne connaît pas le contexte suisse et n'est pas impartiale. Ou alors, ce sera le Tribunal fédéral, qui serait tenu, en vertu de l'accord-cadre institutionnel, d'appliquer la jurisprudence de la CJCE dans le domaine presque infini de la libre circulation des personnes.

Des faits et des situations juridiques complexes surgissent dans ce contexte, n'est-ce pas? Ce n'est qu'un minuscule exemple simplifié de la très opaque bureaucratie européenne, à la merci de laquelle nous serions – en cas de la signature très peu judicieuse de l'accord-cadre avec l'UE. En tout cas, avec sa stratégie contre l'initiative de limitation, le Conseil fédéral risque de tomber dans le piège qu'il voulait tendre à d'autres.

La délicate question du mariage comme «union durable et réglementée par la loi d'un homme et d'une femme»

Le 10 avril 2019, le Tribunal fédéral a, pour la première fois dans son existence, annulé une votation populaire fédérale parce que le Conseil fédéral avait publié un chiffre totalement erroné dans son Bulletin d'explication aux électeurs et avait ainsi violé la libre formation de l'opinion des électeurs.⁶ Suite à cela, le Conseil fédéral a annulé le résultat de l'initiative le 21 juin 2019. Il faudrait donc répéter la votation sur l'initiative populaire «Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage». Celle-ci désirait éliminer la discrimination des couples mariés en matière d'impôts fédéraux et de rentes AVS à l'égard des couples non mariés vivant ensemble. Etant donné que le 28 février 2016 l'initiative avait été rejetée par le peuple avec une petite majorité des voix (50,8%) tout en obtenant une approbation confortable dans les cantons (16½ contre et 6½ pour), il serait tout à fait possible qu'elle soit acceptée lors d'un second scrutin.

Mais voilà que l'auteur de l'initiative, le parti PDC, se met de travers pour empêcher un deuxième vote populaire. Pourquoi? Tout simplement parce que le texte de l'initiative définit le mariage comme une «union durable d'un homme et d'une femme».⁷ Si l'initiative était acceptée, cette définition du mariage serait intégrée dans la Constitution fédérale ce qui ferait obstacle au courant dominant du

«mariage pour tous». L'article 14 Cst. actuel stipule seulement: «Le droit au mariage et à la famille est garanti». Cet article a fait suite, lors d'une révision, à l'article 54 al. 1 de la Constitution de 1874: «Le droit au mariage est sous la protection de la Confédération». Il va de soi que cela comprenait toujours le mariage entre un homme et une femme.

Les dirigeants du Parti démocrate-chrétien (PDC) – qui, soit dit en passant, envisagent sérieusement de supprimer le «C» de leur nom – se déclarent aujourd'hui, comme presque tous les autres dirigeants de parti, d'être partisans du «mariage pour tous». Ils seraient donc heureux de pouvoir retirer l'initiative populaire, afin de ne pas être confrontés à une discussion sur la définition du mariage lors de la campagne de votation.

Le deuxième tour de scrutin est prévu pour le 27 septembre 2020, et le délai pour le retrait de l'initiative expire à la fin du mois de mai. Le PDC espère donc obtenir un contre-projet acceptable au Parlement. Cet espoir ne se réalisera très probablement pas. Car le 18 décembre 2019, le Conseil national a rejeté – comme l'avait déjà fait le Conseil des Etats en septembre – une proposition du Conseil fédéral ne voulant pas imposer les couples mariés plus lourdement que les couples en concubinage.⁸ Au lieu de cela, le PLR, les vert'libéraux, le PS et les Verts demandent l'introduction d'une imposition individuelle où toute personne, indépendamment de son état civil, paie des impôts pour elle-même. Cela affaiblirait encore davantage le mariage et la famille en tant que base d'une coexistence sociale prospère et créerait en même temps de nombreux chantiers administratifs, y compris pour les cantons. Les seuls bénéficiaires seraient les sociétés fiduciaires et les conseillers fiscaux...

Comme la proposition du Conseil fédéral n'a pas obtenu de majorité, le Conseil national a suivi la décision du Conseil des Etats du 16 septembre et a renvoyé l'objet avec 113 voix contre 80 du PDC/PPE/PBD et de l'UDC au Conseil fédéral.⁹

Le PDC trouvera-t-il une grande inspiration pour le retrait de son initiative d'ici le mois de mai? Sinon, nous aurons l'occasion en septembre d'accepter un tarif fiscal fédéral et des rentes AVS non discriminatoires pour les couples mariés, et en même temps d'inscrire dans la Constitution fédérale de la Confédération suisse: «Le mariage est l'union durable et réglementée par la loi d'un homme et d'une femme.»

Voilà quelques réflexions sur trois sujets parlementaires importants de la session d'hiver de décembre dernier. Tous les trois sujets continueront à nous occuper à l'avenir. •

¹ Conseil national: 123 Oui des groupes bourgeois contre 68 Non du PS et des Verts et 5 abstentions; Conseil des Etats: 33 Oui contre 10 Non et 1 abstention

² Rhyn, Larissa. «Neuer Kampfjet für die Schweiz: Der Gripen ist aus dem Rennen». *Neue Zürcher Zeitung* du 13/6/19

³ «Première session parlementaire après les élections: une pochette-surprise peu probable!» *Horizons et débats* n° 26-27 du 9/12/19

⁴ 19.051 «Loi sur les prestations de transition pour les chômeurs âgés». Dépliant du Conseil des Etats du 12/12/19, art. 3 al. 5

⁵ Schäfer, Fabian. «Sozialausbau auch für Zuwanderer?» *Neue Zürcher Zeitung* du 20/12/19

⁶ Cf. «Protection de la libre formation de l'opinion en démocratie directe» et «Une décision exceptionnelle du Tribunal fédéral. Entretien avec le professeur Rainer J. Schweizer». *Horizons et débats* n° 11 du 13/5/19

⁷ Extrait du texte de l'initiative: «Le mariage est l'union durable et réglementée par la loi d'un homme et d'une femme. Au point de vue fiscal, le mariage constitue une communauté économique. Il ne peut pas être pénalisé par rapport à d'autres modes de vie, notamment en matière d'impôts et d'assurances sociales.»

⁸ 18.034. Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (imposition équilibrée des couples et de la famille)

⁹ «Pläne für Abschaffung der Heiratsstrafe im Parlament gescheitert.» [Les plans visant à abolir la pénalisation du mariage ont échoué au Parlement.] Débat au Conseil national. *Communiqué SDA* du 18/12/19

L'idée coopérative fait partie du patrimoine culturel de l'humanité

Sur les traces d'Elinor Ostrom en Suisse et au Sri Lanka

par Werner Wüthrich, docteur en sciences administratives

Comme chaque année, le «Verein Jugendberatung» [association de conseil pour les jeunes] de Zurich a organisé au début de la nouvelle année scolaire [en août 2019] une réunion pour les élèves, les parents, les enseignants et les membres. L'association est notamment spécialisée dans le soutien scolaire aux élèves tamouls. Cette année, l'idée de l'aide mutuelle – dans tous les domaines de la vie – était centrale. J'ai été invité à présenter un sujet très actuel: l'idée coopérative. Deux jeunes femmes ont traduit mon exposé en langue tamoule – d'une manière très engagée et vivante – avec l'aide et la participation du public. L'une d'elle, Tarmina, fréquente le lycée de langues vivantes et l'autre, Vanusha, fait un apprentissage d'informaticienne. Des images impressionnantes du Valais et du Sri Lanka encadraient l'exposé. L'intérêt fut grand. La salle du centre de rencontre du quartier de Fluntern était remplie jusqu'à la dernière place en ce beau samedi après-midi – pour cet exposé publié intégralement ci-dessous.

En 2009, Elinor Ostrom a obtenu le prix Nobel des sciences économiques pour son livre intitulé «La gouvernance des biens communs». La professeur en économie et en politique avait mis en évidence que partout dans le monde les êtres humains étaient depuis longtemps déjà devant la tâche de résoudre le problème de la gérance des ressources limitées, dont tout le monde a besoin – tels l'eau, les réserves de poissons en mer ou les prairies pour les bovins.

Ces ressources doivent-elles être distribuées entre des personnes privées ou l'Etat doit-il régler la distribution d'en haut? Mme Ostrom a montré comment tant l'utilité commune que le succès économique sont les plus performants lorsque les citoyens réussissent à résoudre ces problèmes sur place de manière coopérative. Elle a visité de nombreux pays – dont l'Espagne, les Philippines, le Japon, la Californie, la Suisse et aussi le Sri Lanka – et elle s'est entretenue avec les populations et s'est renseignée sur la manière dont les gens ont résolu et résolvent toujours de tels problèmes. Puis, elle a également étudié les raisons des échecs rencontrés.

2012 fut proclamé par l'ONU «Année internationale des coopératives» et a ainsi rendu hommage aux coopératives avec leurs 800 millions de membres dans plus de 100 pays. Apprendre à connaître les coopératives est également l'objectif de cet exposé. Ainsi, il existe aussi dans les villes suisses des possibilités de résoudre des problèmes à l'aide de coopératives: par exemple dans de nombreuses coopératives d'habitations. Un quart des appartements loués en ville de Zurich sont en possession de coopératives.

Mme Ostrom visite la Suisse et le Sri Lanka

En Suisse, Mme Ostrom a visité le canton du Valais. La grande vallée principale est située entre des montagnes allant jusqu'à 4600 mètres d'altitude. En bas, au fond de la vallée coule le Rhône, alimenté par un énorme glacier, le Glacier du Rhône. Le Rhône a toujours suffisamment d'eau, si bien que l'approvisionnement en eau dans le fond de la vallée – à environ 500 mètres au-dessus de la mer – ne cause pas de problèmes. Toutefois, les habitants se sont installés également sur les deux versants abrupts de la vallée et dans les vallées transversales – jusque vers 1800 mètres d'altitude. Ils y ont construit de nombreux villages dans lesquels – à première vue – la vie n'est pas facile. Tout est escarpé et peu praticable et il manque souvent de l'eau. Mais ces villages de montagne avaient un grand avantage: la vie y était libre. Leur situation les protégeait contre des attaques des brigands et empêchaient les seigneurs de guerre étrangers d'occuper leur pays. Pour les Valaisans, cela fut très important.

Le Valais est une région très ensoleillée. De nombreux fruits y poussent très bien comme les raisins, les abricots et les légumes. Sur de nombreux alpages, on produit du lait et du fromage. Toutefois, dans les villages de montagne, il y a souvent un manque d'eau.



Bisses en Valais. Ce sont des conduites d'eau construites en bois ou creusées dans le sol. (photo mad)

Un tel manque peut créer de gros problèmes notamment pour l'agriculture.

Mme Ostrom a également visité le Sri Lanka. Ce magnifique pays possède une faune et une flore extrêmement riche. Le Sri Lanka est célèbre pour son thé, exporté dans une grande partie du monde. Cependant, la culture du riz est essentielle. Le riz constitue un des aliments de base pour la population. L'eau est ici également un problème. Pour les cultivateurs de riz du Sri Lanka, un approvisionnement suffisant des champs s'avère être tout aussi important que pour les agriculteurs valaisans. Si l'eau manque, leurs champs s'ensavent, les mauvaises herbes poussent, risquant ainsi de détruire toute la récolte.

Mme Ostrom s'est informée aussi bien au Valais qu'au Sri Lanka sur la manière dont les agriculteurs réussissent ou non à obtenir un approvisionnement suffisant en eau. Nous l'accompagnons dans son voyage.

D'abord en Valais

Mme Ostrom a visité le village de montagne Törbel, situé à 1500 mètres d'altitude – et à environ 1000 mètres au-dessus du fond de la vallée du Rhône. Elle s'est renseignée auprès des habitants au sujet de leur résolution du problème de l'eau. Il y a bien de l'eau à Törbel, mais elle est gelée dans la glace des glaciers situés loin au-dessus, à 3000 à 4000 mètres d'altitude. Ces glaciers alimentent certains cours d'eau se déversant dans la vallée. Les habitants sont alors confrontés à la difficile tâche de capter cette eau pour la détourner et la répartir équitablement entre les différents hameaux et les vastes pâturages.

Les habitants de Törbel et d'autres villages de montagne ont résolu cette tâche exigeante en construisant de nombreux bisses. C'est le nom des conduites d'eau construites en bois ou creusées dans le sol. Ces canaux d'irrigation courent le long des pentes raides ou sont parfois suspendus à des parois rocheuses verticales. Il est toutefois important de surveiller ces bisses en permanence, car ils se bouchent ou sont souvent détruits suite à un orage ou un éboulement. Pour les contrôler, les habitants ont souvent un dispositif intégré dans les tuyaux créant des cliquetis réguliers. Lorsque l'eau coule, on les entend et les responsables savent que tout va bien. S'ils s'arrêtent, cela signifie que l'eau ne coule plus. Il faut donc immédiatement aller trouver la cause de la perturbation et y remédier.

Mme Ostrom a appris qu'il n'existe en Valais aucune autorité étatique réglant l'approvisionnement en eau. Les habitants des villages le font eux-mêmes – de manière libre et directe. Ils se réunissent en assemblées communales, discutent des problèmes et font des suggestions sur la façon de les résoudre. Les tâches sont réparties et si possible réalisées par les habitants eux-mêmes. Au printemps, par exemple, toute la population capable de travailler se réunit pour le dit «Gemeinwerk» [travail en commun]. Les nombreux tuyaux et les chemins endommagés en hiver par la neige et le gel doivent être réparés et nettoyés. L'organisation et les règles sont inscrites dans

la Constitution communale, que seuls les citoyens eux-mêmes peuvent modifier. – C'est ainsi qu'une coopérative se crée. Il y a beaucoup de discussions, tout le monde a une voix et chacun peut participer au processus de décision. Tous aident et se sentent conjointement responsables – depuis longtemps déjà!

Les habitants de Törbel ont également organisé l'économie alpine de manière coopérative. En été, les paysans conduisent leur bétail jusqu'aux alpages, qu'ils exploitent ensemble. Ici aussi, les problèmes sont résolus de façon similaire à ceux de l'eau. Il y a, par exemple, une règle visant à éviter la surexploitation des alpages: «Un paysan ne peut conduire à l'alpage que le nombre de vaches pouvant être nourri avec son propre foin pendant les mois d'hiver.» La première Constitution communale rédigée à Törbel a plus de 600 ans.

Ostrom a été impressionnée par les structures coopératives qu'elle a trouvées à Törbel et dans d'autres communes. Elle a rédigé un rapport de cinq pages seulement (Ostrom, Elinor. «Verfassung der Allmende», p. 79-85, Tübingen 1999). Elle pouvait être brève et se contenter de signaler que, dans de nombreux endroits, le système coopératif fonctionne parfaitement depuis des siècles – et pas seulement dans le domaine de l'approvisionnement en eau. Nous trouvons des structures et des procédures coopératives également dans la politique suisse. Non seulement dans les communes, mais également au niveau des cantons et de la Confédération, les citoyens peuvent s'exprimer dans les urnes sur les lois et des questions factuelles et peuvent déposer des initiatives populaires.

Chez les riziculteurs du Sri Lanka

Mme Ostrom a visité la région de Gal Oya et s'est informée sur le fonctionnement de l'approvisionnement en eau dans cette région (Ostrom, op. cit., p. 204–225). Cette question a une longue histoire. Le pays a été conquis par les Anglais en 1825. Auparavant, les Portugais et les Espagnols étaient déjà venus dans cette région du monde, car cette île dans l'océan Indien a une grande importance stratégique au niveau militaire et économique. Les Anglais ont immédiatement reconnu l'importance du pays et ont rapidement commencé à installer une administration et une infrastructure. Ils ont construit un chemin de fer et ont établi des plantations pour la culture du thé. Ainsi, il y avait de l'argent à gagner. Leurs ingénieurs ont également construit des canaux et des barrages pour les riziculteurs. Ils espéraient que si tout se passait selon leurs plans, les paysans pourraient bien payer leurs impôts grâce à deux ou trois récoltes par an.

Mais de nombreuses choses ne se passèrent pas comme elles avaient été planifiées. Les ingénieurs britanniques ont bien construit des canaux et des barrages. Mais ils ne se souciaient pas de l'utilisation quotidienne et de l'entretien et de la maintenance essentiels des conduites. Ce n'était plus leur affaire. Cela relevait de la responsabilité d'une autre autorité. Ce n'est donc pas étonnant qu'il y ait eu des problèmes dès le début. La colonisation

s'est souvent passée sans prendre en compte les populations locales et leur mode de vie. Les nouveaux maîtres ont organisé beaucoup de choses, mais sans impliquer la population.

Gal Oya

Lorsque le Sri Lanka est devenu indépendant en 1948, le système colonial a été maintenu de manière plus ou moins inchangée dans plusieurs régions. Divers pays ont fourni au jeune Etat une aide au développement et à la reconstruction. Il s'agissait notamment d'un vaste projet d'irrigation dans la région de Gal Oya, dont devaient bénéficier quelques 19 000 riziculteurs. Des chefs de projet de l'Université américaine Cornell l'ont accompagné et ont rédigé des rapports. Le Ministère de l'Agriculture de Colombo était responsable de l'approvisionnement en eau et en partie aussi le Ministère des Finances, qui était intéressé à obtenir des impôts. Les représentants du gouvernement ont élaboré des programmes et des plans et ont mis sur pied des comités. Pour la période de la construction, ils ont embauché des fonctionnaires rémunérés pour guider et superviser les paysans. C'était un système similaire à celui des Britanniques. C'est pourquoi cela n'a pas bien marché.

Les agriculteurs ont essayé d'inonder leurs champs autant que possible. Ils pouvaient ainsi éviter que les mauvaises herbes se répandent et ne devaient pas les éliminer par un travail laborieux. Si l'afflux d'eau tarissait complètement, toute la récolte était gâchée. Cependant, quelques riches agriculteurs ont été privilégiés parce qu'ils avaient de bonnes relations avec les comités ou même avec le gouvernement. Cela a empoisonné l'atmosphère et empêché toute coopération efficace entre les paysans. Les conduites d'eau étaient souvent bouchées et les canaux devaient être réparés. Personne ne se sentait responsable. Les rapports décrivaient que les portes pour le réglage de la distribution de l'eau aux différents paysans avaient disparu. Les systèmes de contrôle et de mesure étaient défectueux, de sorte que certains paysans recevaient de l'eau et d'autres pas. Il y avait des voleurs d'eau qui tiraient illégalement de l'eau des canaux intacts. Ils n'étaient généralement pas signalés aux autorités parce qu'ils avaient une connaissance parmi les autorités officielles ou au gouvernement. Il y a même eu des champs individuels irrigués par des canaux construits illégalement sans aucune poursuite par les autorités.

Bientôt, il y eut des tensions entre les différents groupes de la population. Les riziculteurs dans les champs de la plaine étaient souvent des colons parlant le tamoul, tandis que ceux des champs placés plus haut étaient des Cinghalais réinstallés. Si l'écoulement de l'eau du haut vers le bas était perturbé, les champs inférieurs étaient mal approvisionnés. Cela a conduit à des querelles et à de violents affrontements. Dans chaque cas, l'autre était le fautier. – Il devint évident que la construction d'un système d'irrigation fonctionnant n'avait pas réussi.

Que faire?

Quelles en étaient les causes et que pouvait-on faire? Voilà la question que se sont posés les responsables du projet d'irrigation de Gal Oya. Ils se sont vite rendus compte que l'argent seul ne suffisait pas à résoudre les problèmes. Il était insensé de se contenter d'installer de nouvelles pompes à eau ou de construire de nouveaux canaux. Il fallait réussir à développer une nouvelle culture, où les paysans eux-mêmes assureraient le bon fonctionnement – comme en Valais. Les paysans devaient coopérer volontairement entre eux, car c'était leur affaire. Ils devaient également être prêts à s'engager de manière bénévole. Mais comment agir quand l'atmosphère entre les paysans est empoisonnée et devient source de querelles? Les autorités doivent-elles créer une nouvelle loi et nommer des fonctionnaires chargés de l'appliquer du haut en bas? Les chefs de projet savaient que ce n'était pas la bonne façon de procéder puisque les Anglais avaient déjà utilisé cette voie. Ils se sont dits: nous devons créer une nouvelle culture dans laquelle les

«L'idée coopérative fait partie du ...» suite de la page 7

paysans assumeront eux-mêmes les responsabilités. Cette tâche ne peut être transmise aux autorités ayant auparavant mis sous tutelle les paysans. Il faut absolument trouver une nouvelle approche.

Les responsables ont eu une idée: nous cherchons des personnes de la région pour entrer en contact avec les paysans. Nous les formons et les préparons à leur tâche. Ils rendront visite aux paysans et leur demanderont ce qui va mal et quels sont les moyens pour y remédier. Ils aborderont les problèmes directement avec eux. Seulement, de telles personnes désireuses et capables de faire ce travail, il faut d'abord les trouver. Le Sri Lanka dispose d'un assez bon système d'enseignement. Les responsables du projet se sont rendus dans des écoles secondaires, des lycées et des collèges pour convaincre les directeurs d'école de leur projet. Ils ont enthousiasmé des jeunes gens et les ont formés et préparés à leur tâche dans un cours de six semaines.

Le plan était ambitieux: les jeunes gens visitent les paysans et cherchent à s'entretenir avec eux. Dans une deuxième étape, ils doivent former des groupes de discussion avec dix à quinze paysans et chercher ensemble des solutions à leurs problèmes. Dès que le contact et la confiance s'établissent entre eux, les premières mesures sont prises pour résoudre les problèmes d'approvisionnement en eau de cette nouvelle manière. Les paysans eux-mêmes assument la responsabilité et s'y engagent volontairement, car c'est leur affaire. Dans une étape ultérieure, des réunions plus importantes seront organisées avec les autorités pour décider des règles valables par tout le monde habitant la région.

Premiers résultats

Le projet était un début. Il y a eu plusieurs revers. Il n'était donc pas inhabituel que certains des jeunes gens abandonnent cet engagement pour suivre leur propre voie lorsqu'ils avaient trouvé un autre emploi. Les dirigeants n'ont pas perdu courage. Ils étaient convaincus que c'était la seule bonne voie et n'abandonnèrent rien. Le projet allait-il donc être couronné de succès?



Riziculteurs au Sri Lanka. – «Il était insensé de se contenter d'installer de nouvelles pompes à eau ou de construire de nouveaux canaux. Il fallait réussir à développer une nouvelle culture, où les paysans eux-mêmes assureraient le bon fonctionnement – comme en Valais. Les paysans devaient coopérer volontairement entre eux, car c'était leur affaire.» (photo mad)

Mme Ostrom décrit cela de la manière suivante: «Lors de mon inspection, j'ai observé quinze fermiers tamouls et douze cingalais qui venaient de terminer le nettoyage du canal. L'intensité des conflits avait diminué. Les paysans ont déclaré qu'il n'y avait pas eu un seul différend sur la répartition de l'eau. [...] Vu dans son ensemble, le projet de Gal Oya représente un revirement impressionnant dans un système n'offrant auparavant que peu d'espoir d'arriver à persuader les agriculteurs de coopérer à la répartition de l'eau et à l'entretien des canaux champêtres. [...] Les fonctionnaires du ministère de l'irrigation ont progressivement changé leur attitude envers les agriculteurs. [...] L'ancienne élite, les riches agriculteurs disposant de bons contacts politiques, ont renoncé à leur résistance.»

L'idée coopérative – un patrimoine culturel de l'humanité

La coopération dans la liberté et l'égalité est l'idée de base de la coopérative. Des personnes ayant des intérêts similaires et étant en contact les uns avec les autres se réunissent. Ils poursuivent un objectif commun – dans notre cas assurer l'approvisionnement en eau pour tous. Ils discutent, cherchent des

solutions et réfléchissent à la manière de procéder. Les règles sont décidées de manière démocratique. Chacun dispose d'une seule voix. Le cadre organisationnel est soumis au débat et fixé par écrit. Les différentes tâches sont réparties. Il faut un comité directeur responsable pour les tâches quotidiennes. Il faut un caissier gérant les finances et un réviseur pour contrôler les comptes. Une fois par année, les membres de la coopérative se réunissent en Assemblée générale et approuvent le rapport de gestion. Ils ont le droit de poser des questions et de demander des informations complémentaires. C'est ainsi qu'ils s'aident et se gèrent eux-mêmes, sans être mis sous tutelle par autrui et sans être soumis à un donneur d'ordre exigeant l'obéissance. – Voilà comment est formée une coopérative.

Ce procédé correspond à la nature humaine et a été développé dans de nombreux endroits du monde – pas toujours de la manière identique, mais souvent très similaire. Cependant, il est important de noter que les structures coopératives ne se développent pas d'elles-mêmes – l'exemple de Gal Oya l'a montré. Elle doit être apprise et cela nécessite parfois une impulsion venant de l'extérieur, car il faut surmonter les obstacles de l'époque coloniale.

Dans son livre, Mme Ostrom montre que la création d'une culture libérale est également possible dans les pays ayant été asservis et opprimés par leurs maîtres coloniaux pendant plusieurs siècles. Toutes formes de domination et de structures de pouvoir sont du poison perturbant ou empêchant l'émergence d'une telle culture. Quiconque à l'habitude que tout soit déterminé d'en haut et que personne ne s'intéresse à leur avis, doit d'abord apprendre à penser pour lui-même et à chercher des solutions de manière démocratique – pour soi-même et pour autrui. Ce n'est pas toujours facile. Les responsables de projet au Sri Lanka en ont fait l'expérience. Mais ils sont restés fidèles à leur idée de base et ne se sont pas découragés. Le succès de Gal Oya leur a donné raison.

L'exemple du Sri Lanka est un beau modèle et fait partie du message transmis au monde, pour lequel Elinor Ostrom a obtenu à juste titre le prix Nobel d'économie de l'année 2009.

A la suite de cet exposé, de nombreux participants ont pris la parole. Certains pères tamouls suivant de près les évolutions politiques dans leur pays d'origine, ont confirmé le rapport d'Elinor Ostrom. L'exemple positif de Gal Oya est bien connu, ont-ils confirmé, mais il est plutôt rare que des choses semblables se développent. Ils ont évoqué la situation toujours difficile, après une guerre ayant duré plusieurs décennies. De nombreux problèmes doivent encore être résolus et il reste de nombreuses tensions.

Une attention particulière a été accordée au nouveau billet de cent francs émis par la Banque nationale suisse BNS en 133 millions d'exemplaires. L'eau y figure comme sujet principal: au recto du billet, l'eau est représentée comme l'élixir de la vie, ensemble avec la main tendue comme symbole de l'aide humanitaire de la Suisse. Au verso, il y a le dessin d'un bisse de la région d'Ayent (VS). Dans cette région, 80% des champs et des cultures fruitières sont toujours et encore irrigués à l'aide de ces conduites traditionnelles.

Source: Ostrom, Elinor. *Die Verfassung der Allmende*. Tübingen 1999. Version française: *La Gouvernance des biens communs: pour une nouvelle approche des ressources naturelles*. 2010

«Goethe ou Google: qui nous explique le monde?»



mw. «Une culture s'abolit d'elle-même». Voilà le titre peu édifiant choisi par le linguiste et littéraire Mario Andreotti pour sa collection de chroniques parue dans le «St. Galler Tagblatt».

Malheureusement, il faut ajouter que ce titre convient parfaitement. Et pourtant, c'est toujours une joie, voire une lueur d'espoir pour les lecteurs de journaux lorsqu'ils tombent sur l'une des critiques concises de notre système de formation. Car des dizaines de milliers de lecteurs peuvent ainsi prendre connaissance de ce qui ne va pas dans nos écoles ou quel développement fatal a été initié dans la *Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)* et dans les *Hautes Ecoles pédagogiques (HEP)*. Mais l'auteur ne se limite pas à critiquer, il nous indique également quelles corrections sont nécessaires et possibles. Des questions surprenantes comme «Notre langue s'atrophie-t-elle sur Internet?» sont suivies de réponses: «L'allemand précoce est plus important que l'anglais précoce.» Au sujet du déclin fatal de l'enseignement de l'histoire, l'article suivant a traité de la question «Pourquoi l'histoire est actuellement plus importante que jamais».

Mario Andreotti appelle un chat un chat, par exemple avec ses tribunes libres intitulées «La financiarisation de la formation: l'école sous l'emprise des marchés» ou «La promotion des talents: les entreprises envahissent l'école». Puis, il met en garde: «La formation est autre chose qu'une simple préparation au travail». L'abandon de la liberté de méthode et d'enseignement pour les enseignants est une des bêtes noires de l'auteur – comme pour de nombreux d'entre nous, observateurs critiques des réformes scolaires néfastes: «L'école dégenère-t-elle en une dictature numérique?», «Comment les écoles sont-elles contrôlées en douceur?». Pas tou-

jours en douceur, il faut le dire, car le texte final du livre parle de professeurs fuyant les écoles. Les tribunes tournées vers l'avenir sont particulièrement précieuses: «Ce dont les enfants ont vraiment besoin», «Qu'ils recommencent à enseigner!» ou encore la revendication d'une éducation humaniste au lieu d'activités isolées chacun pour soi sur sa tablette: «Goethe ou Google: Qui nous explique le monde?»

Nous souhaitons à Mario Andreotti – que nous avons rencontré et apprécié pour son excellente pédagogie lors de conférences dans le cadre des associations «Starke Volksschule Zürich» et «Starke Volksschule St. Gallen» – un lectorat nombreux bénéficiant de ses analyses engagées, attrayantes et variées de l'actuel monde de la formation. • Andreotti, Mario. *Eine Kultur schafft sich ab. Beiträge zu Bildung und Sprache*. Verlag FormatOst 2019, ISBN 978-3-03895-013-4



Des pédiatres allemands mettent en garde contre les téléphones portables et les tablettes

gl. L'association «Berufsverband der deutschen Kinder- und Jugendärzte» (BVKJ) met en garde contre une utilisation trop fréquente et trop précoce des téléphones portables par les enfants et les jeunes. Dans une interview accordée au quotidien «Neue Osnabrücker Zeitung», le président *Thomas Fischbach* a expliqué que les pédiatres observent avec horreur que les enfants accrochés à leur portable ou leur tablette sont de plus en plus jeunes. «Les parents n'apprennent plus à leurs enfants à jouer ou à s'engager dans des activités sensées, mais ils les posent devant ces appareils.» C'est «une tendance terrible avec des conséquences catastrophiques pour le développement de l'enfant», a-t-il précisé. Les plus jeunes sont déjà conditionnés à des excès de stimuli permanents. C'est l'une des raisons pour lesquelles les enfants souffrent de plus en plus d'un manque de concentration. «Le meilleur cerveau ne peut absorber ce flot de messages véhiculés par les médias. Et, plus la consommation de médias est forte, plus les résultats scolaires s'affaiblissent – il y a de nombreuses études pour l'attester.»

Le pédiatre conseille aux parents de prendre au sérieux leur mission éducative. La règle de base est la suivante: pas de portable avant onze ans! Et nul n'est besoin au début de disposer d'un portable avec accès à Internet. Il est effrayant de constater à quel point les parents sont insouciant à l'égard de l'utilisation du Web par leurs petits. Cela fait preuve d'une naïveté fatale. Plus l'utilisation du téléphone portable est reportée, mieux c'est pour les enfants.

Lorsqu'on lui a demandé combien de temps il était possible de faire des jeux électroniques sans danger, le Dr Fischbach a souligné que cela est le cas aussitôt que les enfants réduisent les contacts avec leur camarades, ne font plus de sport et passent leur temps libre presque exclusivement devant les

écrans. Deux heures par jour sont suffisantes. S'il s'avère que le comportement face aux médias domine la vie quotidienne, les parents doivent absolument intervenir.

Selon de nouvelles études, les adolescents suisses passent en moyenne quatre heures de leur temps libre par jour sur Internet. Selon certains jeunes, cela peut aller jusqu'à huit heures par jour en fin de semaine. Il ne reste plus beaucoup de temps pour la vie réelle. Les conséquences induites pour le développement personnel d'une jeune personne ne pourront probablement être évaluées qu'à long terme.

Source: «Neue Osnabrücker Zeitung» du 30/10/19

Horizons et débats

Bimensuel favorisant la pensée indépendante,
l'éthique et la responsabilité

Pour le respect et la promotion du droit international,
du droit humanitaire et des droits humains

Éditeur
Coopérative Zeit-Fragen
Rédacteur en chef
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration
Case postale, CH-8000 Zurich
Tél. +41 44 350 65 50
Fax +41 44 350 65 51

hd@zeit-fragen.ch
www.horizons-et-debats.ch
CCP 87-748485-6
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 168.– frs/ 108.– euros
ISSN 1662 – 4599

© 2020 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».